Le Parti bolchevique

Histoire du P.C. de l'U.R.S.S.

Pierre Broué

Les Éditions de Minuit

4910

LE PARTI BOLCHEVIQUE

8°R
62198
(16)

DL - 4 5 1963 5897

DU MÊME AUTEUR



En collaboration avec Emile Témime

LA RÉVOLUTION ET LA GUERRE D'ESPAGNE, 1961

PIERRE BROUÉ

LE PARTI BOLCHEVIQUE

Histoire du P. C. de l'U. R. S. S.



ARGUMENTS
16

LES ÉDITIONS DE MINUIT



© 1963 by LES EDITIONS DE MINUIT
7, rue Bernard-Palissy — PARIS-VI^e^

Tous droits réservés pour tous pays

A Elie REYNIER, historien et militant, pionnier de *l'Ecole émancipée*, mon maître,

A Balázs NAGY, historien et militant, pionnier du Cercle Petoefi, mon ami,

Et à tous les autres.

LEXIQUE SOMMAIRE

Agit-prop : Agitation-propagande.

apparatchik : fonctionnaire de l'appareil du parti.

artel : association coopérative de travailleurs.

barine : seigneur, maître.

boïar (boyard) : noble.

boievik : partisan bolchevique clandestin.

B. P. : bureau politique du comité central du parti. En 1952 : présidium.

Bund : parti socialiste juif.

cadet (*K. D.*) *:* parti constitutionnel-démocrate, libéral.

C. C. : comité central du parti.

C. C. C. : commission centrale de contrôle du parti.

congrès pan-russe : congrès des députés des soviets de toute la Russie. Remplacé en 1936 par une Assemblée élue au suffrage universel et direct, le soviet suprême.

datcha : maison de campagne.

Douma : Parlement.

Exécutif : comité exécutif du congrès pan-russe. Plus tard, présidium du soviet suprême.

Gosplan : commission du plan d'Etat.

Guépéou (G. P. U., initiales d' « administration politique d'Etat ») : police politique. A succédé à la Tchéka, puis est devenu l'O. G. P. U. de 1923 à 1934 ; rattachée alors au commissariat à l'intérieur (N. K. V. D.) puis à la sécurité d'Etat (N. K. G. B.) en 1943 et à la M. G. B. en 1946. Rattachée aujourd'hui à la commission de sécurité d'Etat.

Internationale communiste (I. C.) : III[e] Internationale, ou encore Komintern.

Iskra (L'Etincelle) : journal des premiers marxistes russes.

J. C. : voir *komsomol.*

kolkhoze : exploitation agricole collective.

Komintern : voir *Internationale communiste.*

komitetchik : homme du comité, « comitard ».

komsomol : jeune communiste. (Le Komsomol : les Jeunesses communistes, J. C.).

koulak : paysan riche.

M. G. B. : voir *G. P. U.*

mir : communauté villageoise.

moujik : paysan.

M. T. S. : stations de machines et tracteurs (en français, S. M. T.).

narodnik : populiste.

natchalnik : chef.

N. K. V. D. : voir *G. P. U.*

nomenklatura : droit de nomination des fonctionnaires.

Okhrana : police tsariste.

otzovistes : partisans, en 1907, du boycott des élections.

oukase : décret.

piatiletka : plan quinquennal.

plénum : assemblée plénière.

pomiechtchik : grand propriétaire.

Pravda (Vérité) : organe fondé par Trotsky. Le titre fut repris plus tard par l'organe du parti.

presidium : voir *exécutif.*

proletkult : culture prolétarienne.

Rabkrin : commissariat du peuple à l'inspection ouvrière et paysanne.

soviet : conseil. Soviet suprême : voir *congrès pan-russe.*

sovkhoze : exploitation agricole d'Etat.

sovnarkhoze : conseil économique régional.

s. r. : social-révolutionnaire.

stakanoviste : ouvrier d'élite.

Tchéka : plus tard Vé-tché-ka, commission extraordinaire pour la répression des menées contre-révolutionnaires. Cf. *G. P. U.*

tchinovnik : fonctionnaire, bureaucrate.

Vperiod (En avant) : premier organe des bolcheviks, puis de la fraction ultra-gauche dite « vpériodiste », puis des mencheviks.

zemstvos : assemblée de district.

Instituts et universités du parti :

L'Institut des professeurs rouges a existé de 1921 à 1930 ; il formait les professeurs de philosophie marxiste, d'économie politique, d'histoire du parti, pour l'appareil et les hauts fonctionnaires. Dans la première période de l'histoire de l'U. R. S. S. ont fonctionné plusieurs *universités communistes : université Sverdlov,* de Moscou, *université Zinoviev,* de Léningrad, *université Sun Yat-sen des peuples d'Orient* et *université Marchlewski des peuples d'Occident,* pour les communistes étrangers, supprimées en 1936.

Les cadres supérieurs techniques de l'armée étaient formés à l'*Académie Frounzé* et ses cadres politiques à l'*Académie Lénine.*

Malgré son intérêt, nous n'avons pas cru devoir adopter pour la transcription des mots russes en caractères romains le système de translittération établi par l'organisation internationale de normalisation. Nous avons en effet redouté qu'il ne rebute ou n'égare un public insuffisamment habitué à son usage pour reconnaître des noms qui lui sont pourtant familiers. Nous lui avons préféré la translittération phonétique simplifiée en usage dans la presse et qui permettra à tous, initiés ou non, d'identifier les noms connus.

INTRODUCTION

« Mus par une impulsion commune, nous étions tous debout, pour retrouver comme à tâtons le cours égal, l'unisson exaltant de *l'Internationale*. Un vieux soldat grisonnant sanglotait comme un enfant. Alexandra Kollontaï retenait à peine ses larmes. L'immense chant envahit la salle, creva portes et fenêtres et monta vers le ciel calme. — La guerre est terminée! La guerre est terminée! dit à mes côtés un jeune ouvrier. Son visage rayonnait.

« Et lorsque ce fut fini et que nous restions là dans une sorte de silence embarrassé, quelqu'un, au fond de la salle, cria : — Camarades! Souvenons-nous de ceux qui sont morts pour la liberté! Et nous entonnâmes alors la Marche Funèbre, cet air lent, mélancolique et pourtant triomphant, si émouvant, si russe. L'Internationale est, après tout, une mélodie étrangère, la Marche Funèbre semblait être l'âme même de ces masses obscures dont les délégués, rassemblés dans cette salle, édifiaient avec leurs confuses visions une Russie nouvelle, et peut-être plus encore » (1).

⁂

C'était le congrès des soviets de novembre 1917. Des délégués élus par les ouvriers, les paysans et les soldats russes venaient d'approuver l'insurrection victorieuse pour le pouvoir des soviets, décidée par le parti ouvrier social-démocrate russe (bolchevique) et exécutée par les représentants du soviet de Pétrograd. C'étaient « les dix jours qui ébranlèrent le monde ».

Pendant plus de vingt ans, ce livre de John Reed que Lénine voulait faire lire à tous les travailleurs, pour qu'ils y apprennent ce qu'étaient « révolution prolétarienne » et « dictature du prolétariat », a été interdit en U. R. S. S., dans le pays de la révolution d'Octobre, celui-là même dont les dirigeants se réclamaient de la révolution prolétarienne et de la dictature du prolétariat, et s'affirmaient disciples de Lénine.

L'événement le plus considérable de l'histoire de l'humanité depuis la Révolution française, l'espoir le plus boule-

versant qui ait pris des hommes à la gorge depuis que les mots de « paix », de « liberté », de « socialisme », sont capables de faire briller les yeux, serrer les poings, tendre les mains de millions d'hommes, le printemps des peuples après la grande boucherie, a été, pendant tout ce temps, livré à ses ennemis et à ses profiteurs, à tous ceux qui, par intérêt, par bêtise ou par haine, le dépouillaient de sa puissance émotionnelle, le réduisaient à une vulgaire conspiration ou à une manœuvre bien exécutée, se refusaient à lui rendre son essence et sa réalité, celle de la lutte de millions d'hommes pour maîtriser les forces qui les maintenaient dans la misère et les avaient fait, pendant de longues années, s'entretuer. Aujourd'hui, cet édifice craque : la vérité commence à se faire jour, ou, plutôt, des milliers d'hommes, de jeunes hommes pour qui le monde n'est pas meilleur ni la vie plus belle commencent à tendre les mains vers elle, à chercher la forme de l'espoir enfoui. Au cœur de cette quête, il y a le parti bolchevique.

Laissons de côté la plus ancienne des légendes, l'homme-au-couteau-entre-les-dents, le massacreur de petites princesses et d'innocents tsarevitch, l'égorgeur de popes, l'intellectuel aigri, avide de vengeance et de pillage qui déchaîne les instincts primitifs du moujik bestial : ce bolchevik-là est entré dans l'histoire des images d'Epinal, après avoir, pendant des années, fourni le cadre de l'analyse des commentateurs sérieux de notre grande presse, y compris celle qui se réclamait du socialisme. Une autre s'est substituée à elle, plus tenace parce que plus enracinée finalement dans une profonde communauté d'intérêts entre dirigeants, d'un côté comme de l'autre du rideau de fer : celle de la phalange d'acier, de la cohorte soudée par l'engagement sacré et la fidélité aux chefs inflexibles et extralucides, du régiment au pas cadencé avec ses cadres et ses drapeaux, ses adjudants et ses généraux, et la piétaille des prolétaires et des paysans — pauvres, bien entendu — manœuvrant au commandement comme une troupe de gymnastes sur la place Rouge un 1er mai. Image pour dévôts, explication trop facile, vite insoutenable quand s'est déroulée à Moscou la grande parade de la liquidation des « ennemis du peuple » : l'ombre de l'espion s'étendait sur l'histoire, et, avec elle, la suspicion, l'inquiétude, le doute devant cette invraisemblable génération spontanée de traîtres qui semblait dès lors inséparable de toute « victoire du socialisme ». Toutes ces images superposées et clignotantes se sont définitivement brouillées après la mort de Staline : les jeunes générations n'ont plus sous les yeux, sur l'écran que, sans modestie, leurs aînés appellent « histoire », que des ombres incertaines.

Nous pensons nous approcher de la vérité en disant qu'en ce début de siècle, une poignée de jeunes intellectuels,

fuyant la Sibérie où les avait déportés la toute-puissante police politique du tsar autocrate, ont essayé, loin de leur pays, en exil, d'apporter l'aide de leur pensée et de leur analyse politique à la lutte sourde que menait, dans l'empire moyenâgeux de l'Europe orientale, une classe ouvrière naissante, fruste, mais fortement concentrée, à peine différenciée, étroitement solidaire. Ils ont connu les rigueurs et la pauvreté matérielles, la misère morale des émigrations, les querelles personnelles et les conflits d'idées, vécu — à distance et, de temps en temps, sur place — les grandes secousses qui ébranlent l'édifice vermoulu de la vieille Russie. Qui, des hommes « arrivés » des milieux socialistes, pouvait prendre au sérieux ces besogneux émigrés qui achevaient d'user leurs redingotes râpées sur les chaises de la Bibliothèque nationale ou d'ailleurs, puis en sortaient pour lancer l'excommunication majeure contre leurs frères en idéologie, leur disputer âprement les fonds et les journaux, les étiquettes et les « liaisons » ? Ces gosses, étudiants et ouvriers, qui, dès leurs quinze ans, se lançaient dans l'action illégale, polycopiaient des tracts pour les distribuer dans les usines, risquaient des années de prison pour avoir exprimé en public ou en privé une opinion politique, organisaient pourtant inlassablement grèves, manifestations, cercles d'études, écoles clandestines? Tous ceux-ci pourtant étaient plus proches de la réalité que les champions arrivés du « réalisme » : ce sont eux qui, par leurs bulletins, leurs congrès, leurs thèses, leurs tracts, ont permis qu'une avant-garde ouvrière prenne conscience d'elle-même, s'organise et lutte pour son propre compte. Quand les ouvriers et les paysans russes, que n'avaient pas ligotés la toute-puissance d'appareils conservateurs de partis et de syndicats, ont balayé l'Etat tsariste, c'est vers ces pelés, ces galeux, vers ces intellectuels « déclassés », ces ouvriers avancés et ces forçats qu'ils se sont tournés : « Ecoutez, frérot », disait, devant John Reed, un paysan-soldat à un étudiant qui traitait Lénine d'« agent allemand », « il y a deux classes, voyez-vous, la bourgeoisie et le prolétariat » (2). Ce fut la grande lumière d'octobre : un parti qui disait la vérité, « expliquait patiemment », ne demandait pas à être cru sur parole, car celui qui, en politique, croit sur parole, est un « imbécile sans espoir », un parti qui luttait pour développer la conscience et gagner la confiance, un parti dont les militants avaient plus de devoirs et des salaires inférieurs. Un parti qui, n'en déplaise aux prophètes des faits accomplis, était fort démocratique, appliquant ses décisions de congrès prises après de larges discussions, ne reconnaissant l'autorité que de qui savait le convaincre, un parti qui ne craignait même pas l'indiscipline puisque la critique et la sincérité y étaient tenues pour les premiers des devoirs d'un révolutionnaire.

Après, bien sûr, c'est une tout autre histoire. Les partisans du socialisme, cet épanouissement de l'humanité se rendant maîtresse des forces productives, ont vaincu dans un pays arriéré et déclaré la paix au monde. Pendant des années, ils connaîtront la guerre, la guerre civile, le chômage, la disette, la famine. Ils sont seuls, alors qu'ils s'étaient crus le détachement avancé de l'armée des Etats-Unis d'Europe. Ils fusillent alors qu'ils avaient aboli la peine de mort. Ils sont un parti de fonctionnnaires clamant qu'il est l'avant-garde d'un prolétariat qui n'existe plus. Ils sont étouffés par la crasse, l'ignorance, la pauvreté que la routine des bureaux impose à un parti qui n'est plus que le champ clos où s'affrontent des forces contradictoires, bourgeoisie et prolétariat, paysan et commissaire. Le parti bolchevique n'est plus. Les bolcheviks disparaissent, réduits au silence, puis couverts de boue et assassinés. Sous les étiquettes enivrantes ressurgissent, de tous les pores de la société, le retard séculaire, les mœurs seigneuriales, la résignation du moujik, les litanies des popes et la peur. Il est « minuit dans le siècle », et, pour des millions d'hommes, le « socialisme » n'aura d'autre visage que celui des prisons et des camps sans espoir.

L'aube, pourtant, pointe enfin aujourd'hui. C'est pourquoi il était temps d'essayer de retracer cette histoire. Une histoire faite par les hommes, comme toute l'histoire, une histoire où « tout n'était pas écrit », une histoire jonchée de rendez-vous manqués. Peut-être certains lecteurs la trouveront-ils triste : il ne s'agit pas de pleurer, mais de comprendre. Comprendre pourquoi Octobre a été ce grand espoir avant d'être ce grand espoir déçu. Nous en avons besoin : l'autre monde, celui de Kennedy, Macmillan, de Gaulle, Adenauer, n'est pas plus beau que celui de Wilson, Lloyd George, Clemenceau et ces « antibolcheviques » allemands, socialistes et généraux, qui ont commencé par fracasser le crâne de Rosa Luxembourg avant de porter Hitler au pouvoir et de jeter des dizaines de millions d'hommes dans les camps, vers les fours crématoires et sur les champs de bataille. Il n'est pas plus beau, il est même pire : les raisons de bâtir un monde nouveau naissent tous les jours de la barbarie triomphante. Or la connaissance de leur histoire est l'une des armes les plus précieuses des hommes.

Cet essai s'appuie sur l'essentiel des écrits des acteurs de ce temps, les différentes « histoires » officielles, ainsi que les témoignages et études, notamment des spécialistes anglo-saxons. Il doit évidemment beaucoup aux ouvrages scientifiques en cours de publication, la monumentale histoire de M. E.-H. Carr et les travaux d'Isaac Deutscher. L'interprétation de certains événements, l'importance attachée à d'autres, l'amour du sujet et des acteurs, la passion,

le plus possible tempérée par la raison et l'analyse, sont à attribuer moins à l'auteur qu'au monde où il vit et aux espoirs qu'il nourrit — comme tant d'autres.

Il faut, de toute façon, espérer qu'un souffle révolutionnaire plus puissant que celui de 1917 balaiera bientôt les poussières des archives du Kremlin, ouvrira au grand jour les dossiers où s'entassent tant de secrets, de mémoires, écrits, procès-verbaux, comptes rendus, interrogatoires, tous les documents essentiels qui manquent aujourd'hui. Il ne s'agira plus alors pour les bolcheviks de réhabilitation, mais de victoire. L'Histoire aura répondu à l'attente de Préobrajenski, celui qui, en leur nom, écrivait à la mort de Lénine : « Périsse le semeur, pourvu que la moisson mûrisse » (3), et qui a, lui, depuis longtemps, péri.

P. B.

Montereau, décembre 1962.

(1) John Reed, *Dix jours qui ébranlèrent le monde*, pp. 157-158.

(2) *Ibidem*, p. 209.

(3) Préobrajenski, « Lui » ; *Bull. com.* N° 10, 7 mars 1924.

CHAPITRE PREMIER

LA RUSSIE AVANT LA REVOLUTION

La Russie du tournant du siècle passait aux yeux du petit bourgeois français pour le paradis des capitaux : les « emprunts russes », garantis par la férule du tsar autocrate, semblaient des placements de tout repos pour les petits épargnants comme pour les banques d'affaires. On sait aujourd'hui qu'il s'agissait d'une grave erreur d'appréciation, que la dénonciation de la « mauvaise foi » des bolcheviks mauvais payeurs ne peut qu'imparfaitement dissimuler. Aussi l'histoire conformiste et la grande presse se plaisent-elles, depuis, à insister, à l'occasion, sur les vices et les faiblesses de la monarchie tsariste : on évoque l'ombre du pope guérisseur, Raspoutine, l'ivrogne taré, « brute sensuelle et rusée », pour expliquer l'effondrement du « colosse aux pieds d'argile », comme écrivent toujours les manuels d'histoire. Ces vues traditionalistes et prudentes reflètent à leur façon l'état réel de la Russie d'avant la révolution et les traits profondément contradictoires qui la caractérisent. Immense pays de ruraux primitifs, ces moujiks si semblables aux vilains de notre Moyen Age, elle est aussi le champ d'expansion d'un capitalisme moderne, aux formes américaines, employant un prolétariat fortement concentré dans de grandes usines modernes. Vastes propriétés nobles et communautés paysannes voisinent dans l'espace russe avec les monopoles industriels et financiers. Ce pays d'analphabètes est aussi celui d'une intelligentsia ouverte à tous les courants de pensée et qui a donné au monde quelques-uns de ses plus grands écrivains. Il est aussi, au début du XX^e^ siècle, le dernier bastion de l'autocratie, et sera le premier champ de bataille victorieux d'une révolution ouvrière.

C'est une autre banalité que de dire que la Russie, intermédiaire entre l'Europe et l'Asie sur la carte, l'est aussi par toutes ses structures. En fait, ce double caractère, européen et asiatique, se retrouve non seulement dans l'histoire, mais dans la vie sociale de la Russie. Née dans les clai-

rières de la forêt tempérée, la civilisation russe a eu devant elle temps et espaces presque infinis. Jusqu'au XX^e siècle, c'est la lenteur de son évolution qui paraît être la clef de son histoire : ainsi s'explique le caractère arriéré de son économie, celui, primitif, de sa structure sociale, la médiocrité de son niveau culturel. C'est un monde vaste, aux ressources abondantes, mais immobile et figé, qui prend au XIX^e siècle, pendant la guerre de Crimée, la mesure de la civilisation occidentale : le tsar Alexandre II peut éprouver alors les faiblesses de son empire et comprendre que la force d'inertie n'est plus capable de le mener aux victoires dont il rêve. En ce sens, l'évolution de la Russie au siècle dernier ne diffère que peu de celle des pays arriérés, coloniaux et semi-coloniaux, « sous-développés », comme on dit aujourd'hui. Le problème, pour elle, au début du siècle, est le même que celui qui se pose aujourd'hui à tant d'états africains, asiatiques ou sud-américains : l'assimilation par le pays arriéré des techniques et des structures des pays et des sociétés les plus avancées entraîne le développement simultané de phénomènes dont l'histoire avait enregistré auparavant ailleurs la succession, ce qui, par des combinaisons multiples, provoque un rythme de développement et des conjonctions originales. C'est là ce que les marxistes — les seuls à avoir donné une explication scientifique de ce processus — ont appelé la « loi du développement combiné », que Trotsky a définie comme « le rapprochement des diverses étapes, la combinaison de formes distinctes, l'amalgame de formes archaïques avec les plus modernes » (1), et qui constitue finalement la seule explication sérieuse de la révolution russe. L'ancien régime, en quelques mois, a cédé la place à un parti ouvrier socialiste; celui-ci avait su prendre la tête d'une révolution qui associait, comme écrit le même Trotsky, « une guerre de paysans, c'est-à-dire un mouvement qui caractérise l'aube du développement bourgeois, et une insurrection prolétarienne, c'est-à-dire un mouvement qui signale le déclin de la société bourgeoise » (2).

Une économie arriérée.

La Russie de la fin du XIX^e siècle — le premier recensement date de 1897 — compte 129 millions d'habitants. Elle en a plus de 160 en 1914. Le taux de natalité atteint 48 pour 1 000 : sa population augmente de plus de deux millions par an pendant cette période.

Or 87 % des Russes vivent à la campagne, 81,5 % sont des paysans. Les parcelles deviennent plus petites quand les hommes se font plus nombreux : en 1900, leur superficie moyenne est inférieure de 55 % à ce qu'elle était en 1861. Aussi l'espace cultivé est-il aussi restreint qu'en Europe.

Et il l'est de façon aussi extensive et plus rudimentaire qu'en Amérique du Nord. Agriculteur aux techniques primitives, le paysan russe n'a nulle part dépassé la pratique de l'assolement triennal, amputant ainsi l'espace dont il pourrait disposer, et la pression démographique le contraint de plus en plus fréquemment à une culture continue, dévastatrice à brève échéance. Sa pauvreté, l'urgence des besoins qui l'ont contraint à renoncer en règle générale à l'élevage, le privent, en même temps, du fumier et de la force de travail du bétail. Ses outils, charrues notamment, sont le plus souvent en bois. Les rendements sont très faibles, le quart des rendements anglais, la moitié des rendements français; ils sont sensiblement égaux à ceux de l'agriculture indienne. Entre 1861 et 1900, ils diminuent encore de 60 à 80 %, le nombre de paysans sans chevaux ne cessant d'augmenter. Pendant l'hiver 1891-92, la famine touchera trente millions d'individus, faisant 100 000 victimes sur un espace de 500 000 kilomètres carrés. La Russie devrait importer du blé pour nourrir une population croissante. Or, par la volonté de ses gouvernants, elle est un pays exportateur. Les céréales, dont la moitié de sa production de blé, et les produits alimentaires représentent 50 % de ses exportations, et l'essentiel du solde, 36 %, est constitué par des matières premières. Parce qu'elle est un pays d'économie agricole arriérée, la Russie est ainsi dans une étroite dépendance à l'égard du marché mondial.

Le phénomène est aussi net dans le domaine de l'industrie. Le tiers des importations russes consiste en produits manufacturés de l'industrie occidentale. L'industrie russe, née au XVIII[e] siècle de la volonté d'« occidentalisation » des tsars, a très tôt végété, sur la base du travail servile. La « raison d'Etat », au XIX[e], lui a donné une impulsion nouvelle. Les réformes sociales d'Alexandre II lui ont frayé la route : libérée du carcan du servage, la main-d'œuvre paysanne peut désormais affluer vers les entreprises industrielles où le rendement du travail « libre » est infiniment supérieur à celui du travail « servile ». Malgré la faiblesse du marché intérieur que ne parvient pas à compenser un étroit protectionnisme, elle bénéficie de l'apport des techniciens et des capitaux étrangers qui permettent un début d'équipement en moyens de communication dans la dernière moitié du siècle. Après 1910, elle bénéficie des commandes massives d'armement et, dans une certaine mesure, de l'extension du marché intérieur avec le développement des villes et de la vie urbaine. En 1912, elle produit quatre millions de tonnes de fonte, neuf millions de tonnes de pétrole, vingt mille tonnes de cuivre, les neuf dixièmes du platine produit dans le monde. En fait, cette industrie, voulue, encouragée et même, à certains égards, créée par l'Etat tsariste, lui échappe largement : ce sont des sociétés

anglaises qui contrôlent l'extraction du platine, des capitaux français et belges qui dominent — plus de 50 % — dans l'ensemble des investissements de l'industrie du Donetz, des capitaux allemands qui contrôlent l'électro-technique. Dans ces conditions, le commerce extérieur est étroitement subordonné au marché mondial et dépend même, dans une large mesure, directement de capitalistes et intermédiaires étrangers. Ainsi que l'écrit le professeur Portal, « c'était le capitalisme international dans son ensemble qui faisait de la Russie, à forcer un peu les termes, une sorte de colonie économique » (3).

Une structure sociale primitive.

La société russe d'avant la révolution, ce sont, bien entendu, avant tout, les moujiks. Alexandre II les a libérés du servage, leur a attribué une partie des terres qu'ils cultivaient et qu'ils doivent maintenant racheter : la communauté villageoise, le *mir*, doit assurer la redistribution périodique des lots pour maintenir leur égalisation. Mais ils s'amenuisent sous la pression démographique. L'impôt dû au tsar et l'annuité pour le rachat pèsent lourdement sur l'exploitation paysanne. C'est là la condition de quelque cent millions de paysans qui se partagent 60 % du sol : le reste appartient à la couronne, pour une faible part à la bourgeoisie urbaine, et surtout à la noblesse terrienne. Après avoir défendu le mir comme une institution séculaire, garantie du conservatisme du moujik, le gouvernement tsariste s'est résolu à le « casser », avec les réformes de Stolypine : trois millions et demi de paysans étaient propriétaires en 1906, il y en a cinq millions en 1913, dont les propriétés couvrent un sixième de la superficie totale. Comme la population n'a cessé d'augmenter, la faim de terre n'a pas diminué. Dans l'état de la technique, il faut de six à douze hectares pour le strict entretien d'une famille paysanne. Or, 15 % des paysans n'ont pas de terre du tout, 20 % ont moins de douze hectares, 35 % seulement ont une terre qui assure leur subsistance. Compte tenu des usuriers et des mauvaises récoltes, 40 à 50 % des familles paysannes ont un revenu inférieur à ce qu'on peut appeler le « minimum vital ». Elles sont, de plus, endettées pour des années, toujours obligées qu'elles sont de vendre au plus bas prix, dès la récolte, faute de réserves, toujours à la merci d'une mauvaise année ou d'un créancier exigeant. La minorité de paysans cossus, les *koulaks*, ne représente pas plus de 12 % du total. Enfin, 140 000 familles nobles possèdent le quart des terres. Au début du xx^{e} siècle, on note une tendance nette à la diminution de la propriété des nobles, le plus souvent au bénéfice du koulak, intermé-

diaire entre le propriétaire noble et les métayers ou salariés qu'il emploie.

L'énorme majorité, 80 % au moins, des paysans, sont illettrés, et l'influence des prêtres de campagne, les popes, médiocres, ignorants et souvent malhonnêtes, s'exerce dans le sens de l'obscurantisme. Le moujik vit depuis des siècles à la limite de la famine, dans une superstitieuse résignation : il courbe humblement l'échine et se sent infiniment petit devant la toute-puissance de Dieu et du Tsar. Parfois, pourtant, peur et humiliation se changent en rage, et l'histoire agraire russe est une succession de brèves mais sauvages jacqueries férocement réprimées. En ce tournant du siècle, la faim de terre grandit au même rythme que le nombre de bouches à nourrir. Le moujik peut d'autant moins ignorer les terres des nobles qu'il y travaille souvent : sa lutte pour la terre sera l'un des moteurs les plus puissants de la révolution de 1917.

Les statistiques permettant d'évaluer le nombre d'ouvriers sont d'autant plus incertaines qu'une masse d'hommes, trois millions peut-être, oscillent en permanence entre l'activité industrielle et l'activité rurale. C'est une véritable main-d'œuvre flottante, passant des années, parfois des mois seulement ou des semaines à travailler en ville sans abandonner pour autant le cadre familial et le milieu social rural. Les ouvriers proprement dits sont environ un million et demi en 1900, trois millions en 1912. Rares, sauf peut-être à Saint-Pétersbourg, sont ceux qui ne sont pas fils de paysans, n'ont pas encore, à la campagne, de proches parents paysans qu'ils aident ou qui leur fournissent quelque secours quand ils chôment. Ils sont souvent proches d'eux, par leur niveau culturel et leur mentalité : illettrés et superstitieux, soumis d'ailleurs à des conditions de travail extrêmement dures. Les lois qui limitent la durée de la journée de travail à onze heures et demie en 1897, à dix heures en 1906 ne sont, en fait, pas appliquées. Les salaires sont très bas, bien inférieurs à ceux de l'Europe ou de l'Amérique. Ils sont fréquemment payés en nature, au moins partiellement, système qui permet au patron de substantiels bénéfices, de même que la généralisation et la lourdeur des amendes infligées pour des manquements à la discipline du travail, et qui abaissent, en moyenne, les salaires de 30 à 40 %. Les taux varient énormément d'ailleurs d'une région et même d'une ville à l'autre.

Les ouvriers constituent pourtant une force autrement redoutable que la masse paysanne qui les écrase de son nombre : très unis, car les salaires sont uniformément bas et les privilégiés rares, ils sont groupés dans de grosses entreprises : en 1911, 54 % des ouvriers russes travaillent dans des usines employant plus de 500 ouvriers, alors que le chiffre correspondant pour les Etats-Unis est de 31 % ;

40 % dans des entreprises employant de 50 à 500 ouvriers; moins de 12 % seulement dans des entreprises de moins de 50 ouvriers. A la différence du paysan, enfermé dans un cadre borné, les ouvriers circulent, passent d'une usine, d'une ville, d'un métier à un autre, bénéficient d'un horizon plus large. Par sa concentration, ses conditions de travail, de vie, le caractère moderne des machines qu'elle utilise et de son activité sociale, la classe ouvrière russe constitue un prolétariat moderne, plus spontanément porté à la révolte et à la lutte violente qu'à la négociation et au marchandage, plus fruste, mais plus combatif que celui d'Europe occidentale, lié au monde rural et encore uni, sans véritable « aristocratie ouvrière » de spécialistes.

C'est une poignée de familles qui constitue l'oligarchie financière et contrôle l'activité industrielle. La crise de 1901-1903 a accéléré le phénomène de concentration et a mis l'industrie aux mains des monopoles. Ainsi, dans la métallurgie, la société de vente *Prodamet,* fondée en 1903, devenue un véritable trust de l'acier, contrôle-t-elle 17 % des entreprises, soit les trente plus importantes, 70 % du capital, plus de 80 % de la production, occupant 33 % de la main-d'œuvre. A la veille de la guerre, elle est présidée par Poutilov, par ailleurs président du conseil d'administration de la Banque Russo-Asiatique, dominée par des capitaux français (60 %), étroitement lié au groupe Schneider et en rapports suivis d'affaires avec Krupp. Dans les entreprises de l'industrie textile, les capitalistes russes ont le plus souvent la majorité, mais en règle générale les entreprises industrielles sont dominées par les banques, et les banques elles-mêmes par des capitaux étrangers. Ces derniers constituent 42,6 % de ceux des dix-huit plus grandes banques : le Crédit lyonnais, la Banque allemande pour le commerce et l'industrie, la Société générale belge sont les véritables maîtresses du crédit, et, par lui, de l'industrie russe (4).

Il n'y a donc pas de véritable bourgeoisie russe, mais — et c'est encore un trait commun à tous les pays arrriérés — une oligarchie qui mêle étroitement, dans une même dépendance à l'égard de l'impérialisme étranger, capitalistes et propriétaires; ceux-ci se retrouvent également au sommet de l'appareil d'Etat. En 1906, vingt dignitaires du Conseil d'Empire possèdent 176 000 hectares de terres arables, soit une moyenne de 8 000 par famille. Ainsi que l'écrit le professeur Portal, « l'administration supérieure, dans son ensemble, se recrutait parmi la noblesse foncière » (5), et les travaux de Liachtchenko ont montré la compénétration entre les sommets de la bureaucratie et de la noblesse d'une part, et ceux des sociétés industrielles et bancaires, d'autre part : des grands-ducs sont actionnaires des chemins de fer et les ministres et hauts fonctionnaires quittent le ser-

vice de l'Etat pour celui des banques quand ils ne se contentent pas simplement de les servir dans leurs fonctions officielles. C'est le caractère étroit de la bourgeoisie russe, sa connexion avec l'aristocratie terrienne, sa faiblesse économique par rapport à la bourgeoisie mondiale dont elle dépend, qui sont l'un des traits les plus caractéristiques de la société russe. Entre l'oligarchie et la masse des ouvriers et des paysans ne s'intercale qu'une poussière de classes moyennes, petits bourgeois des villes, koulaks des campagnes, intelligentsia des professions libérales, de l'enseignement, et, dans une certaine mesure, des couches inférieures de la bureaucratie. Privilégiées par rapport aux masses du fait de leurs possibilités d'accès à la culture, tenues à l'écart de toute décision politique par l'autocratie, ces couches sont traversées de courants divers et subissent des influences contradictoires sans pouvoir aspirer, faute d'assises, à un rôle indépendant devant lequel, d'ailleurs, elles reculent le plus souvent, à cause de leurs contradictions.

L'autocratie.

L'Etat tsariste, lui aussi, est le fruit du développement combiné et le résultat de la lenteur de l'évolution russe. En face d'une Europe en pleine expansion économique, il s'est maintenu en monopolisant la plus grande partie de la fortune publique, en tenant étroitement en bride des classes possédantes dont il a réglementé la formation, et qu'il gouverne par une sorte de despotisme à l'orientale. Au XVII[e] siècle, il s'impose aux nobles et leur livre en échange la classe paysanne par l'institution du servage. C'est lui qui donne à l'industrie son premier élan, entame la modernisation avec les réformes de 1861, et, abolissant le servage, ouvre la voie aux nouvelles transformations économiques et sociales. Disposant d'une stricte hiérarchie de fonctionnaires à la fois soumis et arrogants, serviles et corrompus, d'une police moderne, très au fait des méthodes de surveillance, de corruption et de provocation, il semble d'une solidité à toute épreuve, un rempart inexpugnable contre toute subversion et même toute libéralisation. A la fin du XIX[e] siècle, cependant, la contradiction s'accentue entre les besoins du développement économique, l'expansion industrielle, la libre concurrence et ses exigences, la croissance du marché intérieur, et les conditions de la vie politique qui empêchent tout contrôle sur le gouvernement de la part de ceux-mêmes qui l'estimeraient indispensable à leur activité économique. L'autocratie tsariste exerce une véritable tutelle sur la vie économique et sociale du pays, justifie ses méthodes de coercition par une idéologie paternaliste de droit divin. Une circulaire de 1897 sur l'inspec-

tion du travail ne menace-t-elle pas de peines administratives les directeurs d'usine qui auraient satisfait aux revendications de grévistes? Convaincu du caractère sacré, non seulement de ses fonctions, mais encore de l'ensemble de la structure sociale existante, le tsar Nicolas II croit accomplir sa mission divine en interdisant à ses sujets toute initiative, n'attendant d'eux que la soumission à l'ordre établi; il sera impuissant et irrésolu face à la crise révolutionnaire. Après un étincelant parallèle entre 1917 et 1789, Louis XVI et Nicolas II, Trotsky écrit de ce dernier : « Ses infortunes provenaient d'une contradiction entre les vieilles visées que lui avaient léguées ses ancêtres, et les nouvelles conditions historiques dans lesquelles il se trouvait placé » (6).

Les forces politiques en présence.

En fait, le tsar et ses partisans, les Cent-Noirs organisateurs de pogroms, sa police et ses fonctionnaires, pouvaient, à la rigueur, gagner du temps par la répression, le recours systématique à la diversion, la « russification » des peuples non russes et l'utilisation du chauvinisme russe. La faim de terre du paysan le poussait inexorablement vers les domaines des nobles, quand bien même elles ne pouvaient suffire à l'apaiser. L'action ouvrière, dans ses revendications même les plus mineures, se heurtait en toute occasion à la puissance de l'Etat autocratique, rempart des capitalistes et gardien de l'ordre. Une « modernisation » alignant la société russe sur le modèle occidental eût supposé de longues décennies de différenciation sociale dans les campagnes, la création d'un vaste marché intérieur dont la destruction des propriétés nobiliaires et la suppression des charges paysannes étaient des conditions nécessaires, sinon suffisantes; elle eût supposé, en outre, un rythme d'industrialisation que la faiblesse même du marché intérieur rendait insoutenable, et qui ne répondait d'ailleurs pas aux intérêts des capitaux étrangers prédominants. La modernisation de l'agriculture, malgré l'exemple prussien, paraissait impossible sans cette industrialisation. L'impérialisme et la recherche de débouchés extérieurs eussent pu remplir le double rôle de diversion et de soupape de sûreté que d'aucuns lui assignaient. Mais, dans le monde au développement inégal, ces ambitions se heurtaient — la malheureuse guerre contre le Japon en était la preuve — à des concurrences extérieures redoutables et accroissaient en définitive les risques d'ébranlement intérieur.

On comprend, dans ces conditions, la faiblesse des libéraux russes. Le mouvement libéral, né au sein des *zemstvos*, les assemblées de district, domaine des notables, n'avait et ne pouvait avoir d'autre programme que politique, la limitation de l'absolutisme monarchique, son adaptation

aux conditions économiques nouvelles par l'association aux responsabilités de couches sociales plus larges de possédants. Le parti constitutionnel-démocrate, KD, qui sera surnommé « Cadet », né officiellement en 1905, dont l'historien Milioukov est à la fois le porte-parole et le théoricien, escompte une évolution pacifique, à l'occidentale, qu'il attend de la libéralisation du régime. Il est étranger, et, dans une large mesure, hostile aux revendications plus concrètes et plus immédiates des masses paysannes et des ouvriers que préoccupe la lutte quotidienne contre un patronat défendu par l'Etat. Menacé en fait par le « Quatrième Etat », ce Tiers-Etat renoncera à la lutte dès les premières concessions de l'autocratie, en 1905, pour ne pas jouer le rôle de l'apprenti-sorcier; il se trouve, bon gré mal gré, amené à se rapprocher de l'oligarchie, contre la menace commune de l'action ouvrière et paysanne.

En fait, face à un régime qui — comme l'a dit Alexandre II, qu'aucun de ses successeurs ne songera à démentir — n'admet de se transformer lui-même par en haut que pour ne pas subir une révolution venue d'en bas, qui, sous peine de suicide, ne peut autoriser quelque forme d'opposition, aussi pacifique soit-elle, contre lui-même, il n'est d'autre voie que celle de la violence révolutionnaire. Les premiers révolutionnaires russes, les populistes — *narodniki* — ont espéré, attendu, tenté de préparer une révolution paysanne dont la promesse leur semblait contenue dans les luttes séculaires et la masse des moujiks. Sensibles aux particularités nationales et aux traditions, anxieux de rester fidèles à l'âme populaire, tout en créant un monde plus juste et plus fraternel, ils ont vu dans le mir et dans les usages communautaires le signe d'une certaine prédestination du peuple russe, le point de départ et la base possible d'un socialisme de type agraire. Pourtant, leur croisade en direction du peuple les a déçus : dans leur effort de propagande, ils ont pris conscience de l'immense obstacle constitué par l'ignorance et l'apathie des masses rurales et leur éparpillement. C'est cette expérience qui les a engagés dans la voie du terrorisme, méthode d'action proche d'ailleurs de celles qu'emploie spontanément la masse rurale paupérisée et asservie. Finalement, leur impuissance à mobiliser par leur parole les millions de moujiks, leur impatience aussi de secouer le joug intolérable de l'autocratie, les ont conduits à exalter l'action individuelle, le rôle de l'exemple et du geste, le sacrifice des héros.

Ce sont eux qui, au début du XX^e^ siècle, inspirent le parti socialiste-révolutionnaire, continuateur du populisme par sa foi dans le rôle révolutionnaire de la paysannerie dans son ensemble et dans le terrorisme politique comme méthode d'action. Ceux qui deviendront bientôt les sociaux-

révolutionnaires — les s.r. comme on dit familièrement — nuancent leurs idées sous l'influence du développement économique, acceptent de faire une place, parmi les forces révolutionnaires, au prolétariat industriel, admettent que la différenciation qui s'opère au sein de la paysannerie y provoque des réflexes politiques divergents. Le « socialisme constructif » que défend au début du siècle Victor Tchernov, familier du socialisme occidental, envisage deux phases nécessairement successives de la révolution. Le programme des s.r., distinguant des revendications minima et des revendications maxima, facilitera l'approche du « socialisme populiste » par les couches petites-bourgeoises. C'est seulement une deuxième phase révolutionnaire qui doit réaliser le socialisme agraire sur la base du mir. La tâche immédiate est la construction d'une république démocratique. La grande majorité de l'intelligentsia, une importante fraction de la petite bourgeoisie forment les cadres de ce parti dont le soutien de masses sera assuré par les paysans : rien d'étonnant à ce que s'y trouvent côte à côte des nationalistes exaltés, des démocrates avancés, des révolutionnaires paysans proches des libertaires et des libéraux à la recherche d'un soutien populaire.

Mais l'évolution qui modernise ainsi les thèses populistes nourrit en même temps l'opposition de leurs adversaires à l'intérieur du camp révolutionnaire. Le marxisme se répand en Russie à l'époque du développement de la grande industrie et de la croissance du prolétariat. Son plus éminent représentant sera Georges Plékhanov, ancien populiste, qui fonde en 1881, sous le titre de « L'Emancipation du travail », le premier groupe marxiste russe. C'est lui qui traduit et diffuse en russe les principaux ouvrages de Marx et Engels, et, surtout, engage contre les populistes la lutte idéologique créant les prémisses de la victoire ultérieure des social-démocrates sur les s. r. Critiquant la conception populiste d'un développement privilégié et original de l'économie et de la société russes qui lui permettraient de passer au « socialisme » en évitant le stade du capitalisme industriel, Plékhanov s'attache à démontrer que le développement capitaliste est une étape inévitable et qu'elle crée, en engendrant le prolétariat industriel, la force qui permettra de renverser le capitalisme dans une étape ultime et d'assurer la victoire du socialisme sur la base du développement des forces de production. Ce sera la grande idée des social-démocrates que le prolétariat, malgré son petit nombre, du fait de sa concentration et de ses conditions de travail qui favorisent conscience de classe et organisation, jouera le rôle d'avant-garde qu'ils se refusent à attribuer à la masse paysanne informe et en cours de décomposition sous l'influence du développement capitaliste. Plékhanov, dans sa polémique,

s'en prend tout particulièrement à la conception populiste du rôle des individus dans l'histoire : il soutient qu'ils ne peuvent jouer de rôle décisif que lorsque leur action s'exerce dans le sens du développement objectif des forces économiques et sociales, et condamne *ipso facto* un terrorisme qui s'appuie sur la volonté d'éveiller une masse paysanne historiquement condamnée à n'être qu'une arrière-garde.

Ainsi se définit, dans une large mesure contre le populisme, le courant marxiste russe. Aux yeux de l'observateur de l'époque, il peut, à bien des égards, paraître plus modéré : il accepte la perspective d'un développement capitaliste que certains des siens, les « marxistes légaux », iront jusqu'à soutenir en dépit des résistances ouvrières qu'il déclenche. Il condamne le terrorisme individuel qui semblait pourtant constituer la forme la plus extrême de l'action révolutionnaire. Ses perspectives, surtout, semblent à beaucoup plus lointaine échéance. Les s. r., partant de l'état présent du pays et d'une certaine conception de son passé, proposent l'action directe révolutionnaire immédiate. Les social-démocrates, eux, posent des principes pour l'action sur la base d'une analyse historique : la révolution qu'ils préparent se situe dans un avenir plus éloigné, au-delà, semble-t-il, d'une étape bourgeoise et capitaliste par laquelle la société russe doit inévitablement passer. Ils semblent, à bien des égards, constituer pour le régime une menace moins immédiate.

En réalité, derrière le radicalisme de leurs mots d'ordre, de leurs moyens d'action, les s. r. n'ont pas d'autre objectif qu'une démocratie politique dont les bases objectives semblent bien faire défaut. Les social-démocrates prônent et préparent une révolution sociale, c'est-à-dire, dans l'immédiat, appellent à l'organisation et à l'action ouvrières, à la mobilisation pour la terre des paysans pauvres : ce faisant, ils mettent dès à présent en question l'équilibre de la société du lendemain, contribuent à accroître les contradictions réelles. Leurs perspectives, en outre, ne sont pas proprement russes, mais — et c'est une force dans un empire qui opprime tant de nationalités diverses — internationales : elles reposent, non sur la prédestination d'un « peuple », mais sur la place occupée dans la production par une classe qui grandit dans tous les pays occidentaux avec la révolution industrielle. L'histoire montrera très vite que leur apparente modération recouvre des objectifs révolutionnaires infiniment plus radicaux : dans la situation du moment, ils discernent, au-delà des apparences et des traditions, ce qui est révolu de ce qui est en train de naître. Dans les contradictions du présent, ils analysent le rapport de forces en train de se créer, afin de préparer l'avenir.

Or, au début du siècle, le mouvement social-démocrate russe est le seul qui, en Europe, n'ait pas encore réussi à créer un véritable parti ouvrier. Après les brillantes luttes théoriques menées par Plékhanov, le problème pratique se pose à ses élèves et à ses compagnons : plus que les autres, du fait même de l'immensité des obstacles que l'autocratie oppose à toute organisation, même à un niveau élémentaire, les social-démocrates de Russie vont s'attacher, en marxistes conséquents, à créer l'outil qui leur servira à transformer un monde qu'à la suite de Marx ils ne se contentent pas de vouloir interpréter. C'est le jeune Oulianov — Lénine — qui exprime le mieux cette recherche quand, après une expérience brève d'organisation, il écrit en émigration sa brochure sur *Les tâches des social-démocrates*. « Ne perdons pas un temps précieux, conclut-il. Les social-démocrates russes ont à fournir un immense effort pour satisfaire aux besoins du prolétariat qui s'éveille, pour organiser le mouvement ouvrier, pour fortifier les groupes révolutionnaires et leur liaison réciproque, pour pourvoir les ouvriers en littérature de propagande et d'agitation, pour rassembler les cercles ouvriers et groupes social-démocrates dispersés dans tous les coins de la Russie en un seul *parti ouvrier social-démocrate* » (7). C'est dans la recherche de leur instrument historique, dans la construction de leur parti, que les marxistes russes éprouveront d'abord leurs idées, leurs forces et leurs méthodes.

---

(1) Trotsky, *Histoire de la révolution russe*, t. I, p. 21.

(2) Trotsky, *ibidem*, t. I, p. 86.

(3) Portal, *La Russie de 1894 à 1914*, p. 34.

(4) Lyaschchenko, *History of the national economy of the U. S. S. R.*, pp. 678-708.

(5) Portal, *op. cit.*, p. 23.

(6) Trotsky, *op. cit.*, t. I, p. 146.

(7) Lénine, *Œuvres choisies*, t. I, p. 170.

CHAPITRE II

LE BOLCHEVISME AVANT LA REVOLUTION

Les références, souvent imprécises, au « parti bolchevique » avant la révolution de 1917, sont à l'origine d'une confusion fréquemment renouvelée entre trois organisations distinctes que l'histoire a étroitement entrelacées : le parti ouvrier social-démocrate russe, dont plusieurs fractions se disputent la direction entre 1903 et 1911; la fraction bolchevique dans ce parti; le parti ouvrier social-démocrate russe (bolchevique) fondé seulement en 1912. En réalité, le bolchevisme a été d'abord une certaine conception, formulée par Lénine, de la manière de constituer, en Russie, le parti ouvrier social-démocrate (nous dirions : révolutionnaire) nécessaire aux yeux de tous les socialistes de l'époque pour le renversement du capitalisme par la classe ouvrière et l'instauration d'un régime socialiste.

Les débuts du parti social-démocrate russe.

Né d'un développement tardif du capitalisme, le mouvement ouvrier russe n'a vu aboutir que bien des années après celui d'Europe occidentale les efforts faits pour la création d'un parti ouvrier, dans des conditions, il est vrai, très différentes.

Les cités prolétariennes sont des îles au milieu de l'océan paysan. Toute organisation dépassant le niveau local est rendue pratiquement impossible par la répression. Les petits cercles socialistes qui se forment au cours des dernières années du XIX^{e} siècle dans les centres ouvriers sont décapités dès qu'ils sortent du cadre des discussions académiques. En 1896 la ligue de Moscou, en 1897 la ligue de Kiev, envisagent diverses mesures pour le rassemblement des organisations dispersées en un parti à l'échelle du pays, mais échouent. Ce sont les travailleurs juifs, plus instruits en général, plus cohérents du fait de leur position minoritaire, employés généralement dans des entreprises de petite dimension, qui, les premiers, parviennent à consti-

tuer une organisation à l'échelle du pays, le *Bund*, qui compte pusieurs milliers de membres. Il réunit en 1898, à Minsk, neuf délégués, dont un ouvrier, d'organisations social-démocrates de l'Empire, dont les ligues de Moscou, Saint-Pétersbourg, Kiev et Ekaterinoslav : cette assemblée s'intitule « premier congrès du parti ouvrier social-démocrate russe », rédige ses statuts et un manifeste, élit un comité central de trois membres. Mais, s'il est fondé, le parti n'est pas créé : comité central et congressistes sont presque immédiatement arrêtés. Le titre de « parti » subsiste comme l'étiquette commune de cercles et d'organisations aux limites plus ou moins nettes, pratiquement indépendants les uns des autres.

Renonçant alors à construire le parti ouvrier par le bas, à partir des cercles locaux, un groupe d'intellectuels émigrés va tenter, à l'inverse, de le construire par le haut, à partir d'un centre situé à l'étranger, donc à l'abri de la police, et en publiant, pour toute la Russie, un journal politique qui constituerait, grâce à un réseau clandestin, le centre et l'instrument de l'unification en parti des diverses organisations.

L'Iskra et *Que faire?*

Les premiers marxistes russes du « groupe pour la libération du travail », fondé en émigration en 1883, Georges Plékhanov, Véra Zassoulitch, Paul Axelrod, seront le noyau de cette entreprise avec ceux de la deuxième génération marxiste, leurs cadets du groupe « Ligue d'émancipation de la classe ouvrière », de 1895, Vladimir Illitch Oulianov, bientôt dit Lénine, et Jules Martov, revenus de Sibérie en 1898. Le 24 décembre 1901 paraît à Stuttgart le premier numéro de leur journal, l'*Iskra* (L'Etincelle), dont l'épigraphe ambitieuse annonçait les intentions : « De l'étincelle jaillira la flamme ». Il se donne pour but de « concourir au développement et à l'organisation politiques de la classe ouvrière ». Il offre aux organisations clandestines de Russie un programme et un plan d'action, des mots d'ordre politiques et des directives pratiques pour une organisation clandestine, chargée d'abord de la diffusion du journal et que contrôle la compagne de Lénine, Nadiejda Kroupskaia. A cette date, les ouvriers russes semblent en train de s'éveiller à la lutte revendicative : grèves et mouvements variés se multiplient, et les émissaires de l'*Iskra* — une dizaine au plus, au départ, trente au maximum en 1903 — parcourent le pays, nouent les liaisons avec les groupes locaux, recueillent les renseignements, fournissent les publications, sélectionnent aussi les militants d'envergure qu'ils font passer dans la clandestinité. « Membres d'un ordre errant qui s'élevait au-dessus

des organisations locales, les considérant comme un champ d'action » (1), les iskristes cherchent à constituer un appareil central, un état-major des luttes ouvrières à l'échelle du pays, brisant les particularismes et l'isolement traditionnels, formant des cadres à une vue d'ensemble.

L'entreprise va être justifiée, sur le plan théorique, par le premier ouvrage de Lénine sur le problème du parti, *Que faire?*, publié à Stuttgart en 1902. Toute la vigueur du jeune polémiste est dirigée contre ceux des socialistes qu'il baptise « économistes » et qui, se réclamant d'« un marxisme adapté aux conditions russes », nient la nécessité de construire un parti ouvrier social-démocrate dans un pays où le capitalisme ne s'est pas encore imposé. A leur thèse selon laquelle, « pour le marxiste russe, il n'y a qu'une solution, soutenir la lutte économique du prolétariat et participer à l'activité de l'opposition libérale », Lénine riposte en affirmant que l'action spontanée des ouvriers, limitée aux seules revendications économiques, ne peut les conduire automatiquement à la conscience socialiste, et que les théories « économistes » n'aboutissent qu'à placer le mouvement ouvrier naissant dans le sillage de la bourgeoisie. Il faut, selon lui — et c'est précisément la tâche entreprise par l'*Iskra* — introduire les idées socialistes dans la classe ouvrière, en construisant un parti ouvrier qui sera le champion de ses intérêts, son éducateur et sa direction. Dans les conditions russes du début du XX^e^ siècle, le parti ouvrier doit être formé à partir de révolutionnaires professionnels : face à la police de l'Etat tsariste, l'arme principale du prolétariat sera l'organisation rigoureusement centralisée, étroite, disciplinée, et aussi secrète que possible, de militants clandestins, le parti « fer de lance de la révolution », à la fois état-major et avant-garde de la classe ouvrière.

Naissance de la fraction bolchevique.

Le deuxième congrès du parti se tient en juillet et août 1903 à Bruxelles, puis Londres. Quatre ouvriers siègent parmi la cinquantaine de délégués. Les iskristes sont en majorité, et le parti adopte sans difficulté un programme rédigé par Plékhanov et Lénine où figure, pour la première fois dans l'histoire des partis social-démocrates, le mot d'ordre de la « dictature du prolétariat », définie comme la « conquête du pouvoir politique par le prolétariat », « condition indispensable de la révolution sociale ».

Mais les gens de l'*Iskra* se divisent sur la question du vote des statuts, où deux textes s'affrontent. Lénine, au nom des « durs », propose de réserver la qualité de membre du parti à tous ceux qui « participent personnellement à

l'une de ses organisations », tandis que Martov, au nom des « mous », préfère une formule qui l'attribue à ceux qui « collaborent régulièrement et personnellement sous la direction d'une de ses organisations ». Ainsi s'ébauche une divergence profonde entre les partisans d'un parti largement ouvert, lié à l'intelligentsia, qui soutiennent Martov, et les partisans de Lénine, défenseurs d'une conception étroite du parti, avant-garde disciplinée de révolutionnaires professionnels. Le texte de Lénine recueille 22 voix, celui de Martov, soutenu par les délégués du Bund et les deux « économistes » présents, en obtient 28 et est adopté.

Pourtant, « durs » et « mous » de l'*Iskra* se retrouvent d'accord pour refuser au Bund l'autonomie qu'il réclame au sein du parti russe et pour condamner les conceptions des « économistes ». Les délégués du Bund et les « économistes » abandonnent alors le congrès : les « durs », qui détiennent du coup la majorité, peuvent désigner un comité de rédaction et un comité central, formés en majorité de partisans de Lénine. Ces derniers, désormais, seront les *bolcheviks*, les majoritaires, les « mous » devenant les *mencheviks*, les minoritaires.

C'est le début de la grande querelle. De ce différend, considéré par tous comme mineur, va naître une première scission du parti. Lénine, maître des organismes dirigeants, invoque la discipline et la loi de la majorité. Les mencheviks, qui considèrent cette majorité comme accidentelle, dénoncent sa volonté de faire subir au parti ce qu'ils appellent un « état de siège ». Bientôt, Martov a regroupé derrière lui la majorité des social-démocrates de l'émigration, dont le mot d'ordre est le rétablissement de l'ancien comité de rédaction de l'*Iskra*, où Lénine se trouverait en minorité. Plékhanov, qui, au congrès, avait été d'accord avec Lénine, penche pour la conciliation avec les mencheviks et finit, en acceptant la cooptation de quelques-uns d'entre eux au comité de rédaction, par leur rendre le contrôle du journal. Le comité central, formé, au congrès, d'une majorité de bolcheviks, penche également pour la conciliation.

Il échouera. Lénine, certes, a été profondément secoué par la crise, au lendemain du congrès, et une résistance à laquelle il ne s'attendait pas. Surprise et déception sont telles qu'il subit une dépression nerveuse. En quelques semaines, il se retrouve pratiquement isolé, bientôt exclu de l'*Iskra*, sans l'avoir voulu ni prévu. Il se ressaisit pourtant rapidement, surtout quand ses anciens camarades semblent abandonner leurs conceptions communes, et déclenche la contre-attaque. Par Kroupskaia, il a conservé les fils de l'organisation clandestine en Russie : il se lance à la conquête des comités et réussit à organiser, en août 1904, une véritable direction des groupes bolcheviques, la pre-

mière ébauche de la fraction bolchevique, le « bureau des comités de la majorité » qui, à partir de janvier 1905, publie son propre organe, *Vpériod* (En avant !). Ces succès lui permettent d'arracher au comité central, longtemps hésitant, la convocation d'un congrès du parti qui se tient à Londres au début de 1905.

Première scission de fait.

La caution du comité central permettra au congrès de s'intituler « troisième congrès du parti », alors qu'il est en fait purement bolchevique. Les 38 délégués, en majorité militants professionnels envoyés par les comités russes, approuvent les prises de position de Lénine dans sa polémique contre les mencheviks, la conception du parti centralisé que ses anciens amis de l'*Iskra* viennent d'abandonner, et son organisation dans la perspective de l'éclatement proche d'événements révolutionnaires en Russie. La fraction bolchevique, à cette date, est pourtant loin d'être monolithique : Lénine a déjà dû lutter pour rallier à son point de vue l'ingénieur Krassine, qui est la figure la plus marquante du comité central. Il se trouve en conflit au sein du congrès avec un groupe de militants de Russie qu'il surnommera les *komitetchiki* (« comitards »). Il se fait battre à deux reprises, le congrès refusant d'inclure dans les statuts l'obligation pour les comités du parti de comprendre une majorité d'ouvriers, et exigeant que le contrôle politique du journal soit exercé par le comité central clandestin, résidant en Russie. Le porte-parole des *komitetchiki*, le jeune Alexis Rykov, est élu membre de ce comité central, dont font partie également Lénine et ses deux lieutenants, Krassine et le médecin Bogdanov.

La scission semble entérinée : le congrès en rejette la responsabilité sur les mencheviks de l'émigration qui ont, selon lui, refusé de se soumettre à la discipline des organismes élus au II[e] Congrès, et lance un appel aux mencheviks des organisations clandestines pour qu'ils acceptent la discipline de la majorité. En fait, une résolution secrète charge le comité central de travailler à la réunification. Les mencheviks, au même moment, ont réuni à Genève une assemblée des délégués des groupes de l'émigration : refusant de reconnaître le congrès de Londres, elle ne prend pourtant que le titre de conférence. La porte reste ouverte, malgré les apparences.

La polémique, certes, s'est développée dans l'Internationale : la conception centraliste de Lénine est vivement attaquée par certains social-démocrates allemands, notamment le groupe de gauche de Rosa Luxembourg qui dénonce l'« absolutisme russe » et le « danger bureaucratique de

l'ultra-centralisme » (2). Mais, en Russie même, Lénine a marqué des points précieux. La forme clandestine d'organisation centralisée est incontestablement la plus efficace; elle permet de préserver les militants en les déplaçant quand ils sont menacés, de créer des centres nouveaux en y implantant des émissaires : elle offre aux ouvriers des garanties de sérieux par sa définition stricte. Surtout l'organisation révolutionnaire bénéficie du développement du mouvement ouvrier : c'est vers elle que viennent les jeunes qui s'éveillent à la vie politique et que n'effraient pas les perspectives de répression, pas plus que le travail et l'éducation, étapes nécessaires d'une lutte que la classe, dans son ensemble, envisage avec de plus en plus de confiance. En 1905, ils sont quelque 8 000 bolcheviks dans des organisations clandestines, implantés dans la plupart des centres industriels. De la révolution qui couve, Lénine attend qu'elle lui donne raison en apportant à son mouvement la force fraîche des jeunes générations et de l'initiative des masses ouvrières en action.

La révolution de 1905 et la réunification.

La révolution éclate effectivement en 1905, précipitant dans l'action politique au grand jour des centaines de milliers d'ouvriers. La manifestation pacifique des ouvriers de Saint-Pétersbourg, le 5 janvier, avec icônes et banderoles, est accueillie à coups de fusil : il y a des centaines de morts et des milliers de blessés. Mais ce « dimanche rouge » reste une date : le prolétariat apparaît désormais à tous, y compris à ses propres yeux, comme une force avec laquelle il faut compter. Dans les mois suivants, l'agitation économique, puis politique, va entraîner dans des grèves de tout type des centaines de milliers d'ouvriers jusque-là résignés ou simplement passifs. Après les mutineries dans l'armée et la flotte — la célèbre odyssée du *Potemkine* —, elle culmine dans une grève générale au mois d'octobre. Face au danger, le tsar s'efforce de briser le front uni des forces sociales qui l'affrontent : son Manifeste satisfait les revendications politiques essentielles de la bourgeoisie, qui se rallie aussitôt et abandonne ses inquiétants alliés de la veille. Les ouvriers de Moscou se battront seuls du 7 au 17 décembre, mais ils sont impuissants face à une armée bien reprise en mains; le paysan sous l'uniforme accomplit sans faiblir la tâche répressive que lui assigne l'autocratie. Le mouvement révolutionnaire sera liquidé en quelques mois, secteur après secteur, et les organisations ouvrières durement frappées. La défaite est pourtant riche d'enseignements, car le déroulement des événements a posé tous les problèmes que les socialistes doivent résoudre, en premier lieu celui du parti.

En fait, les bolcheviks ne se sont que lentement adaptés aux conditions révolutionnaires nouvelles : les conspirateurs ne savent pas, du jour au lendemain, se faire orateurs et rassembleurs de foules. Ils sont notamment surpris par l'apparition des premiers conseils ouvriers, les *soviets*, élus dans les usines, puis les quartiers, qui s'étendent au cours de l'été à toutes les grandes villes et y dirigeront le mouvement révolutionnaire. Ils ne comprennent que tardivement le rôle qu'ils peuvent y jouer, l'intérêt qu'ils présentent pour y accroître leur influence et y lutter pour la direction des masses. Les mencheviks, au contraire, se laissent plus facilement emporter par un courant dans lequel ils se fondent. Le seul social-démocrate de premier plan qui jouera un rôle dans cette première révolution soviétique est le jeune Bronstein, dit Trotsky, coopté autrefois, sur l'insistance de Lénine, au comité de rédaction de l'*Iskra*, mais qui, au II[e] Congrès, s'est rangé au côté des mencheviks et a vivement critiqué les conceptions « jacobines » de Lénine à propos de ce qu'il appelle « la dictature sur le prolétariat » (3). En désaccord avec les mencheviks de l'émigration, il devient, grâce à son influence sur le groupe menchevique de Pétersbourg et ses immenses qualités personnelles, vice-président, puis président du soviet de la capitale sous le nom de Ianovski : son action pendant la révolution et son attitude devant les juges qui le condamnent lui valent un prestige immense. Les bolcheviks de Pétersbourg, que dirige Krassine, font pâle figure à ses côtés.

L'organisation bolchevique se transforme rapidement pendant cette période : l'appareil clandestin demeure, certes, mais la propagande se développe et les adhésions se multiplient. La structure se modifie : les élections de responsables apparaissent. Les nouveaux, d'ailleurs, comprennent mal l'importance des désaccords passés. De nombreux comités bolcheviques et mencheviques fusionnent, sans attendre une décision centrale, que chacun réclame. Fin décembre 1905, une conférence bolchevique se tient à Tammerfors, en Finlande. Les délégués — au nombre desquels figure, sous le nom d'Ivanovitch, le futur Staline — décident, contre Lénine, de boycotter les élections promises par le gouvernement tsariste. Grèves et insurrection sont à l'ordre du jour, et c'est dans le même esprit qu'ils adoptent le principe de la réunification dont, quelques jours plus tard, Lénine et Martov jettent les bases. Martov accepte d'inclure dans les statuts la formule rédigée au II[e] Congrès par Lénine et qui fut à l'origine de la scission. Les organisations locales des deux fractions élisent des délégués au congrès d'unification sur la base de deux plates-formes, avec représentation proportionnelle au nombre des voies obtenues par chacune.

La fraction bolchevique dans le parti unifié.

Au moment où le congrès d'unification se réunit à Stockholm, en avril 1906, le reflux a partout commencé en Russie. Les dirigeants du soviet de Saint-Pétesbourg sont en prison, l'insurrection des ouvriers de Moscou vient d'être réprimée. De nouvelles divergences apparaissent sur l'analyse du passé comme sur les tâches présentes. Les bolcheviks veulent boycotter les élections à la IIIe douma. Nombre de mencheviks pensent, avec Plékhanov, qu'« il ne fallait pas prendre les armes » et veulent orienter le parti vers l'action parlementaire. Ni les uns ni les autres ne pensent pourtant à revenir en arrière et à perpétuer la scission. Lénine, selon le témoignage de Kroupskaia, pense que les mencheviks vont, très vite, admettre leurs erreurs : il escomptait, selon elle, qu'« un nouvel essor de la révolution les entraînerait et les réconcilierait avec la politique bolchevique » (4). Aussi est-ce bien la réunification qui est décidée : 62 délégués mencheviques, représentant 34 000 militants, 46 bolcheviques, en représentant 14 000, décident la reconstitution du parti, dans lequel ils admettent le Bund et les partis social-démocrates letton et polonais. Le comité central élu comprend deux Polonais, un Letton, sept mencheviks et trois bolcheviks, Krassine, Rykov et Desnitski. Vingt-six « délégués de l'ancienne fraction bolchevique », dont Lénine, déclarent que, malgré leurs divergences avec la majorité du congrès, ils sont hostiles à toute scission et continueront à défendre leurs positions afin de les faire triompher dans le parti. La fraction bolchevique sera bientôt dirigée par un « centre », clandestin par rapport au parti. Elle aura une tribune avec *Proletari* (Le Prolétaire), l'organe du comité de Saint-Pétersbourg, que dirige un militant de vingt-cinq ans, Radomylski, dit Zinoviev.

Dans les mois qui suivent, ses progrès sont rapides à l'intérieur du parti. Le désaveu par certains mencheviks de l'action insurrectionnelle de 1905, le déclin des soviets, qui laisse de nombreux cadres ouvriers libres de se consacrer à un travail de parti, l'acharnement enfin des bolcheviks et la cohésion de leur organisation de fraction, parviennent à renverser le rapport de forces. Le congrès de Londres, réuni en mai 1907, est élu par 77 000 militants du parti russe; il comprend, outre 44 délégués du Bund, 26 Lettons, 45 Polonais, 175 délégués russes divisés en 90 bolcheviks et 85 mencheviks. Avec l'appui des social-démocrates lettons et polonais, les bolcheviks s'assurent la majorité contre la coalition des mencheviks et des bundistes. Parmi les bolcheviks élus au comité central figurent Lénine, Noguine, Krassine, Bogdanov, Rykov et Zinoviev. Le congrès introduit dans ses statuts le principe du « cen-

tralisme démocratique » : les décisions prises après une large discussion sont applicables strictement, et la minorité doit toujours se soumettre aux décisions de la majorité. Comme garantie de la liberté des décisions et du contrôle démocratique du centre, on décide la tenue d'un congrès annuel et de conférences trimestrielles rassemblant chaque fois des délégués élus pour la circonstance. Malgré sa victoire, Lénine, qui prévoit des « temps difficiles », où il faudra « la force de la volonté, l'endurance et la fermeté d'un parti révolutionnaire trempé pour savoir résister au doute, à la faiblesse, à l'indifférence, au désir d'abandonner la lutte » (5), maintient et renforce la fraction : après le congrès, les délégués bolcheviques élisent un centre de 15 membres; celui-ci est destiné à diriger la fraction, qui n'est d'ailleurs pas, pour Lénine, l'embryon d'un parti nouveau, mais « un bloc pour faire appliquer, dans le parti ouvrier, une tactique déterminée » (6).

La réaction.

Les événements vont bientôt donner raison au pessimisme de Lénine. Le mouvement ouvrier s'affaisse; 1905 avait vu 2 750 000 grévistes, et 1906, 1 750 000; 1907 n'en verra plus que 750 000; 1908, 174 000; 1909, 64 000; et 1910, 50 000. Au milieu de 1907, le gouvernement Stolypine décide d'abattre le mouvement socialiste. La conjoncture est favorable : les répercussions en Russie de la crise mondiale, le chômage et la misère permettent au tsarisme d'utiliser le reflux pour essayer de liquider les éléments d'organisation. La répression se déchaîne, les comités sont démantelés par les arrestations. Le moral des ouvriers s'effondre, beaucoup de militants abandonnent leur activité. De plusieurs milliers à Moscou en 1907, ils ne sont plus que 500 à la fin de 1908, 150 à la fin de 1909 : il n'y a plus d'organisation en 1910. Pour l'ensemble du pays, les effectifs passent de presque 100 000 à moins de 10 000. Dans ce qui reste du parti, d'ailleurs, les désaccords s'accentuent entre les fractions qui s'émiettent. Seule l'extrême décomposition générale empêche d'autres scissions formelles : le désir de conciliation à tout prix naît de l'impuissance et semble prévaloir dans la décrépitude de toutes les fractions.

Chez les mencheviks se développe le courant que Lénine appellera « liquidateur » : l'action clandestine paraît sans perspectives, il faut la limiter, sinon l'abandonner, rechercher avant tout l'alliance de la bourgeoisie libérale, gagner avec elle des positions parlementaires, limiter les dégâts. L'action révolutionnaire de 1905, aux yeux des liquidateurs, n'a pas été réaliste. Axelrod écrit : « L'élan de l'histoire pousse ouvriers et révolutionnaires même avec beau-

coup plus de force vers le révolutionnarisme bourgeois » (7). Martynov dit que le parti « doit pousser en avant la démocratie bourgeoise » (8). Potressov affirme qu'il n'y a pas de parti et que tout est à faire. Martov dénonce comme une « utopie réactionnaire » l'idée d'un « parti-secte ». En fait, les mencheviks, dans cette situation nouvelle, en sont à reconsidérer l'objet même de leur action, parti ouvrier ou non, action clandestine ou non.

Les bolcheviks, malgré la désillusion de beaucoup et de nombreuses défections, reprennent la tâche entreprise clandestinement avant 1905. Pourtant, ils ne sont pas non plus à l'abri des divergences internes. La majorité d'entre eux voudraient encore boycotter les élections, cette fois parce que la loi électorale de Stolypine annule en fait toute représentation ouvrière équitable. Lénine juge qu'un tel mot d'ordre, dans une période d'apathie et d'indifférence ouvrière, risque d'isoler les révolutionnaires, qui doivent au contraire saisir toutes les occasions de développer publiquement leur programme. Les élections et la III[e] douma elle-même doivent servir de tribune aux socialistes, qui ne se font aucune illusion sur leur caractère, mais ne doivent pas négliger cette forme de publicité. Isolé dans sa fraction, il n'hésite pas, à la conférence de Kotka, en juillet 1907, à voter, seul avec les mencheviks, contre le boycot des élections. Mais les partisans du boycot reprennent l'offensive après les élections, demandant la démission des élus socialistes. Ces partisans du « rappel », surnommés les « otzovistes », animés par Krassine et Bogdanov, sont bientôt renforcés par le groupe des « ultimatistes » du comité de Saint-Pétersbourg, qui se prononcent contre toute participation des activités légales, y compris celle des syndicats, étroitement tenus par la police. Lénine rallie finalement la majorité des bolcheviks, mais ne peut empêcher le départ des opposants qui se constituent à leur tour en fraction et publient leur propre organe, *Vpériod*, deuxième du nom.

En fait, le parti tout entier semble se décomposer en violents soubresauts. La polémique fait rage autour de l'activité des *boiéviki*, ces groupes armés qui se livrent au terrorisme, attaquent banques et caisses publiques pour financer le parti par ces « expropriations ». Bolcheviks et mencheviks se disputent âprement l'argent des commanditaires sympathisants, se battent autour d'un héritage, réclament d'une même voix l'arbitrage des dirigeants allemands. A la fin de 1908, Plékhanov condamne les liquidateurs, rompt avec le gros des mencheviks et fonde sa propre fraction dite des « mencheviks du parti », en front unique avec les bolcheviks. Le désir d'unité à tout prix est renforcé par ces scissions successives. Les mencheviks proposent la tenue d'une conférence groupant des délégués de toutes les organisations légales et illégales, de toutes les fractions,

qui reconstruirait l'unité brisée. Lénine y voit une opération inspirée par les liquidateurs, mais d'autres bolcheviks, qu'on appellera « conciliateurs », Doubrovinski, Rykov, Sokolnikov, Noguine, se rallient à cette politique unitaire. Trotsky, condamné et déporté, s'est évadé. A partir de 1908, il publie à Vienne la *Pravda* (Vérité), dont il organise la diffusion en Russie et dont il veut faire une nouvelle *Iskra*. Sa position est qu'il faut construire un parti ouvert à tous les socialistes, des liquidateurs aux bolcheviks. Il se proclame étranger à toutes les fractions, et, en fait, se trouve bientôt allié aux conciliateurs qui, sous le nom de « bolcheviks du parti », sont maintenant majoritaires chez les bolcheviks.

En janvier 1910, une séance plénière du comité central, qui s'étale sur trois semaines, semble consacrer le succès de la réunification réclamée par Trotsky et ses alliés. L'alliance de tous les « conciliateurs » l'impose aux récalcitrants de toutes les fractions : les journaux bolchevique et menchevique, *Prolétaire* et *la Voix social-démocrate*, vont disparaître pour laisser la place au *Social-démocrate*, que dirigeront Lénine et Zinoviev avec Dan et Martov. Le bolchevik Kamenev est coopté au comité de la *Pravda* de Trotsky. Lénine a accepté toutes ces décisions. Il écrit à Gorki que de puissants facteurs l'y ont poussé, notamment « la situation difficile du parti », et « la maturation d'un nouveau type d'ouvriers social-démocrates dans le domaine pratique ». Il s'inquiète pourtant : au comité central se sont manifestées des tendances dangereuses, « un état d'esprit de conciliation en général, sans idée claire, sans savoir avec qui, pourquoi, comment », et, outre la « haine contre le centre bolchevique pour son implacable guerre d'idées », le « désir des mencheviks de faire du scandale » (9).

L'accord sera de courte durée. Dès le 11 avril, Lénine écrit à Gorki : « Nous avons un bébé couvert d'abcès. [...] Ou bien nous les ferons crever, nous guérirons l'enfant et nous l'élèverons [...], ou, si cela tourne mal, l'enfant mourra ». Il ajoute, constant dans son objectif : « Dans ce cas, nous vivrons quelque temps sans enfant (c'est-à-dire : nous reconstituerons la fraction), et ensuite nous enfanterons un bébé plus sain » (10). En août, la conférence social-démocrate de Copenhague voit se préciser un nouvel alignement des forces : bolcheviks et « mencheviks du parti » viennent de décider la publication en commun de deux journaux en Russie, la *Rabotchaia Gazeta* (Gazette ouvrière), illégale, et la *Zvezda* (l'Etoile), légale, dont le premier numéro paraît le 16 décembre 1910 : la caution de Plékhanov est précieuse pour Lénine, qui combat les liquidateurs allié à celui qui est encore, aux yeux de beaucoup, le père de la social-démocratie russe.

La nouvelle scission : 1912.

A partir de 1910, les signes d'un réveil du mouvement ouvrier se multiplient en Russie. Les étudiants, les premiers, ont repris les manifestations. Les ouvriers, dont les conditions de vie sont devenues plus supportables avec la fin de la crise et la résorption du chomâge, reprennent courage et goût à la lutte. Il y aura 100 000 grévistes en 1911, dans des grèves partielles, et 400 000 le 1er mai. La fusillade de la Léna, en avril 1912 — 150 morts, 250 blessés —, marque le nouveau départ de la lutte ouvrière.

Lénine a jusque-là accepté, parfois à contrecœur, unité et conciliation. Mais la remontée ouvrière impose à ses yeux un tournant radical. En fait, tout le monde dans le parti viole les décisions du comité central de 1910 : le comité ne s'est plus jamais réuni, la *Pravda*, le *Vpériod*, la *Voix social-démocrate* paraissent toujours, tandis que, grâce au soutien du Polonais Tychko, Lénine et Zinoviev ont fait du *Social-démocrate* un organe bolchevique. Lénine pense que des événements révolutionnaires se préparent et qu'il faudra y faire face avec un parti solidement structuré. Sous la direction de Zinoviev, les bolcheviks organisent à Longjumeau une école de cadres : les militants ainsi formés pénètrent illégalement en Russie pour y resserrer les contacts et préparer une conférence nationale. Mais la police veille : successivement Rykov, puis Noguine sont arrêtés; c'est finalement « Sergo », le Géorgien Ordjonikidzé, qui parvient à mettre sur pied en Russie un comité d'organisation, avec l'aide du clandestin Sérébriakov. Dan et Martov protestent contre ces préparatifs et quittent le comité de rédaction du *Social-démocrate*.

Le 18 janvier 1912, la conférence projetée se réunit à Prague. De l'émigration, seuls les bolcheviks et quelques mencheviks du parti y participent; par contre, il y a plus de vingt représentants d'organisations clandestines de Russie. La conférence de Prague déclare agir au nom du parti tout entier; elle exclut les liquidateurs et se prononce pour la création de « noyaux social-démocrates illégaux entourés d'un réseau aussi étendu que possible de sociétés ouvrières légales ». Elle élit un comité central où figurent notamment Lénine, Zinoviev, Ordjonikidzé, Sverdlov et l'ouvrier métallurgiste Malinovski. L'accord avec la *Pravda* de Trotsky est annulé. *Rabotchaia Gazeta* devient l'organe du comité central. C'est aussitôt après que sera coopté à la direction le militant géorgien Joseph Djougashvili, qui est « Koba » après avoir été « Ivanovitch » et avant de devenir « Staline ». Les militants de Russie, appliquant la décision de la conférence, se tournent vers les activités légales. Le parti se rallie à la proposition de Voronski d'un journal légal quotidien.

Après plusieurs mois de campagne et une souscription dans les principales usines des grandes villes, paraît, le 22 avril-5 mai 1912, le premier numéro de la *Pravda* : organe bolchevique en fait, elle comptera, pendant plus d'une année encore, Georges Plékhanov parmi ses collaborateurs. Interdite au bout de quarante jours, elle reparaît sous le titre de *Rabotchaia Pravda* pour 17 numéros; à nouveau interdite, elle sera successivement la *Severnaia Pravda* pour 31 numéros, la *Pravda Trouda* pour 20, *Za Pravkou* pour 51, *Proletarskaia Pravda* pour 16 numéros, *Pout Pravdy* pour 91 : à cette date elle se transformera en revue, *Rabotchii*, puis *Troudovskaia Pravda*, et sera supprimée définitivement le 8 juillet 1914.

Quoique les appréciations, dans ces circonstances, soient extrêmement difficiles à porter, il semble bien que les bolcheviks, qui ont conservé l'étiquette du parti, aient été les grands bénéficiaires de la scission en Russie. C'est du moins l'opinion du chef de la police tsariste, qui déclare en 1913 : « Il y a maintenant des cercles, des cellules et organisations bolcheviques dans toutes les villes. Une correspondance et des contacts permanents ont été établis avec presque tous les centres industriels. [...] Il n'est rien d'étonnant à ce que, actuellement, le rassemblement de tout le parti clandestin se fasse autour des organisations bolcheviques, et que ces dernières représentent en fait le parti ouvrier social-démocrate russe » (11).

La situation à la veille de la guerre.

Les mencheviks ont été pris de court. C'est seulement en septembre 1912 qu'ils lancent à leur tour en Russie un quotidien légal, *Loutch* (Le Rayon) : il n'aura jamais l'audience de la *Pravda* dans le monde ouvrier. En août, à Vienne, Trotsky a réuni une conférence dont il voulait faire sortir la réunification. Mais il a échoué : bolcheviks et mencheviks du parti ont refusé d'y participer. Les partisans de ce qu'on appellera le « bloc d'août » créent un comité d'organisation : leur seul lien est une commune hostilité à Lénine et aux bolcheviks. La polémique, de nouveau, fait rage. Lénine organise la scission de la fraction social-démocrate des députés à la Douma et défend énergiquement le porte-parole de la fraction bolchevique, Malinovski, que les mencheviks accusent d'être un provocateur. Plékhanov rompt avec les bolcheviks, cesse de collaborer à la *Pravda* en août 1913, tente d'organiser sa propre fraction avec le journal *Edinstvo* (Unité) et rallie finalement le bloc d'août. Trotsky, lui, abandonne dans le même temps ce regroupement partiel qui est contraire à son objectif d'un regroupement général : il noue des contacts avec un groupe d'ouvriers de Saint-Pétersbourg, partisans eux aussi de l'unité

de toutes les fractions. Lénine, qui s'est installé à Cracovie, dirige de là l'activité des bolcheviks, pousse Sverdlov à la direction de la *Pravda* à la place de Staline. Mais bientôt, Sverdlov et Staline sont arrêtés, dénoncés par Malinovski, qui est en fait un agent de la police. Les bolcheviks s'efforcent d'organiser un congrès au moment où leurs adversaires en appellent à l'Internationale contre les « scissionnistes ».

Le bureau de l'Internationale socialiste offre ses services en vue d'une médiation et réunit à Bruxelles, les 16 et 17 juillet 1914, une conférence pour la réunification du parti russe. Tous les groupes et fractions y sont représentés. Inès Armand, porte-parole des bolcheviks, y défend la position exprimée par Lénine dans un mémorandum : l'unité est possible dans un parti social-démocrate comprenant une aile révolutionnaire et une aile réformiste, comme le prouve l'exemple des partis occidentaux. Mais, en Russie, ce sont les liquidateurs qui ont brisé l'unité et refusé de se soumettre à la majorité : la réunification avec eux n'est possible que s'ils acceptent la discipline. La conférence, après un débat très vif où Plékhanov se fait remarquer par la violence de ses attaques contre Lénine, vote une résolution qui affirme que les divergences tactiques constatées ne justifient pas une scission. Elle pose cinq conditions au rétablissement de l'unité : la reconnaissance par tous du programme du parti; l'acceptation par la minorité des décisions de la majorité; une organisation pour le moment clandestine; l'interdiction de tous accords avec des partis bourgeois; la participation de tous à un congrès général d'unification. Inès Armand et le délégué letton sont seuls à ne pas voter ce texte, destiné à devenir une machine de guerre contre les bolcheviks, et surtout contre Lénine, qu'on espère isoler de ceux de ses camarades dont on connaît les tendances « conciliatrices ». Mais la guerre brisera net cette opération, et d'abord en interdisant le congrès international prévu à Vienne pour le mois d'août 1914.

A cette date, la situation en Russie est extrêmement confuse. Les bolcheviks occupent, dans l'ensemble, des positions prépondérantes, mais le désir d'unité reste vif. Dans certaines villes coexistent des groupes bolcheviques et des groupes mencheviques, déployant les uns et les autres des activités tant légales qu'illégales, dépendant étroitement du comité central ou rattachés de façon plus lâche au comité d'organisation. Mais, en fait, tout est en pleine évolution. Ici, la scission est en route, et là l'unification. La guerre rasera tout cela. Bien des groupes locaux subsisteront en tant que groupes social-démocrates, ne se rattachant à aucune des deux grandes fractions et rassemblant des partisans des deux. Et, malgré la scission de 1913, les députés bolcheviques et mencheviques de la Douma se manifes-

teront ensemble, sous l'étiquette de fraction social-démocrate, pour voter contre les crédits de guerre.

Les bolcheviks resteront seize mois sans direction effective. Des centaines de militants sont arrêtés, emprisonnés ou déportés, d'autres sont sous l'uniforme, les ouvriers mobilisés sur place dans leurs entreprises. Une nouvelle période de réaction commence, où chaque militant n'est plus qu'un individu isolé. Quand, à partir de 1916, les ouvriers commencent à retrouver les voies de la lutte, la fraction bolchevique compte, au grand maximum, 5 000 membres dans une organisation peu à peu reconstruite. Mais c'est une poignée de cadres; ces hommes qui ont appris pendant les années d'avant-guerre à organiser, à grouper les ouvriers, à diriger leurs luttes, à dérouter les forces de répression, constituent en somme les éléments de cette avant-garde ouvrière révolutionnaire que Lénine avait cherché à construire à travers l'histoire complexe du parti ouvrier social-démocrate russe et de sa fraction bolchevique.

---

(1) TROTSKY, *Staline*, p. 57.

(2) R. LUXEMBOURG, *Leninism or Marxism*, traduction anglaise de « Questions organisationnelles de la social-démocratie russe » (*Die Neue Zeit*, 1904, N° 22).

(3) TROTSKY, *Nos tâches politiques* (1905), pamphlet traduit et cité par Deutscher, *The prophet armed, pp.* 88-92.

(5) Cité par TROTSKY, *Staline*, p. 143.

(6) LÉNINE, « Lettres à Gorki » (25 février 1908), *Clarté*. N° 71, p. 10.

(7) Cité par E. H. CARR, *The bolshevik revolution*, t. I, p. 83.

(8) Cité par E. H. CARR, *ibidem*.

(9) LÉNINE, « Lettres à Gorki », *ibid.*, p. 13.

(10) *Ibidem*.

(11) Cité par TROTSKY, *Staline*, p. 250.

CHAPITRE III

LE BOLCHEVISME : LE PARTI ET LES HOMMES

Le parti, entre les mains de Lénine, fut un instrument historique incomparable. Car la dizaine de milliers de militants illégaux qui reprenaient le contact au lendemain des journées révolutionnaires de février 1917 allaient, en moins de huit mois, constituer une organisation que les larges masses ouvrières et, dans une moindre mesure, paysannes, reconnaissaient pour leur. Il allait les diriger dans la lutte contre le gouvernement provisoire, conquérir et garder le pouvoir. Lénine et ses compagnons, à travers les luttes de fractions et la répression, allaient donc réussir là où d'autres socialistes, placés dans des conditions au premier abord plus favorables, avaient en définitive échoué : pour la première fois depuis qu'existaient des partis socialistes, l'un d'entre eux allait vaincre.

Un parti ouvrier social-démocrate.

Toute une historiographie, dont les sentiments affichés à l'égard du bolchevisme vont de l'admiration aveugle au dénigrement systématique, s'acharne à présenter en lui une idéologie nouvelle, sortie toute armée du cerveau de Lénine, le communisme, révolutionnaire ou stalinien, et, dans le parti bolchevique proprement dit, une organisation de type entièrement nouveau, une sorte de III[e] Internationale avant la lettre, s'opposant, dès son apparition, au réformisme de la II[e] Internationale incarné en Russie par les mencheviks et en Allemagne par le parti social-démocrate de Bebel et Kautsky. Mais il n'y a, dans cette conception, qu'une reconstruction artificielle, faite a posteriori, de l'histoire de l'organisation aussi bien que de celle des idées. *Que faire?*, pour tous ces auteurs, est la bible du bolchevisme conçu comme un courant nouveau. Or, rien ne permet d'admettre qu'il en ait été ainsi pour les bolcheviks et dans l'esprit de

Lénine lui-même. Ce sont les conditions russes qu'il examine dans cet ouvrage, c'est la classe ouvrière russe dont il analyse les tendances, c'est une solution russe qu'il prône sans prétention à une analyse et des conclusions qui vaillent pour d'autres pays à cette époque. Dans la préface écrite en septembre 1907 pour un recueil de ses articles et études intitulé : *Douze ans,* il écrit : « L'erreur fondamentale de ceux qui polémiquent aujourd'hui contre *Que faire?* consiste à détacher complètement ce travail de son contexte dans une situation définie et depuis longtemps dépassée du développement de notre parti. [...] *Que faire?* est un *résumé* de la tactique et de la politique d'organisation de groupe de l'*Iskra* en 1901 et 1902. Rien qu'un résumé; rien de plus et rien de moins. Aucune autre organisation que celle qui fut mise en avant par l'*Iskra* ne pouvait, dans les circonstances historiques de la Russie de 1900-1905, avoir créé un parti ouvrier social-démocrate comme celui qui l'a été aujourd'hui. Le révolutionnaire professionnel a rempli sa tâche dans l'histoire du socialisme prolétarien russe » (1). Dès novembre 1905, d'ailleurs, il avait écrit cette définitive condamnation de ceux qui ont, une fois pour toutes, figé sa pensée dans un cadre mécanique et abstrait, et prétendent opposer schématiquement spontanéité et conscience chez Lénine dans les termes de *Que faire?,* comme si cet ouvrage avait eu, à ses yeux, une valeur universelle et une portée éternelle : « La classe ouvrière russe est instinctivement, spontanément social-démocrate [c'est-à-dire révolutionnaire. *P. B.*] et les dix années et plus de travail effectué par les social-démocrates ont fait beaucoup pour transformer cette spontanéité en conscience de classe » (2).

Que faire? met aussi l'accent sur la nécessité absolue d'organiser le parti clandestinement, en fait la condition même de son existence. Cependant, il n'exclut pas pour autant la perspective d'une action et d'une propagande légales si les circonstances historiques venaient à le permettre. Quand la révolution de 1905 aura permis aux ouvriers d'arracher des possibilités d'expression et d'organisation légales pour les partis politiques, socialistes compris, les bolcheviks n'auront pas l'idée de refuser d'en profiter. Mais Lénine condamne comme « liquidatrice » la conception de ceux des mencheviks qui veulent accepter le cadre fixé à leur action par l'ennemi de classe et ne développer d'activité et de propagande que légales. Car la loi fixe des limites aux partis, ne concède aux révolutionnaires une relative liberté d'expression et d'action que pour mieux préserver l'essentiel de sa domination : le régime tsariste n'accepte que contraint et forcé des libertés qui sont aussi une soupape de sûreté. « Jouer le jeu » et s'en tenir à ce qui est légal, c'est accepter les limites qu'il a lui-même fixées et renoncer à la partie de la critique révolutionnaire

qu'il interdit comme « subversive ». Mais il ne s'agit pas de renoncer, sous ce prétexte, à utiliser les facilités permises par la loi, car seule la propagande légale peut atteindre de larges couches d'ouvriers. Elle doit donc être utilisée au maximum, et Lénine fera du journal, puis du quotidien légal, la première préoccupation de son groupe dans toutes les périodes où un tel instrument est réalisable.

A cet égard, l'exemple de la *Pravda* est caractéristique, car ce quotidien « ouvrier » est, à la veille de la guerre de 1914, la pièce maîtresse du développement du parti bolchevique. Le journal est lancé à la suite d'une campagne d'agitation publique dans les usines pour une souscription. Par les informations qu'elle donne, les mots d'ordre qu'elle lance, la *Pravda* est, pour des dizaines de milliers d'ouvriers d'avant-garde, ce que l'*Iskra* avait été au début pour quelques centaines. Les correspondants ouvriers de la *Pravda* sont à la fois les agents de liaison du parti et les antennes dont il dispose pour connaître l'état d'esprit des ouvriers : à travers leurs informations s'opère une uniformisation de l'expérience ouvrière, élément d'une conscience collective. En une seule année, elle publie 11 114 « correspondances » de ce type, soit une moyenne de 41 par numéro. Journal « ouvrier » par son titre, fait en grande partie par des ouvriers, la *Pravda* est leur affaire : ce sont eux qui fournissent pour l'essentiel les contributions au « fonds de fer » créé pour faire face à tous les coups qui frappent le quotidien, amendes et saisies.

Car le journal légal doit, aux termes mêmes de la loi, indiquer une adresse, des responsables : il ne peut se dérober aux poursuites, aux plaintes auxquelles l'Etat et les représentants des forces sociales adverses ne manquent pas de recourir pour essayer d'empêcher précisément la poursuite de son existence légale. Sur 270 numéros, 110 seront poursuivis. Les amendes s'élèveront au total à 7 800 roubles, deux fois plus que le fonds initial de démarrage; elle se verra intenter 36 procès, et ses rédacteurs seront condamnés, au total, à 472 mois de prison (3). C'est là un bilan lourd pour un journal qui s'efforce pourtant de ne pas donner prise à la répression, alors même que la police introduit dans son comité de rédaction un de ses agents, chargé de créer, par des articles, les occasions de le poursuivre.

Dans ces conditions, la liberté d'expression du journal est limitée, il ne peut légalement lancer les mots d'ordre qu'il estime justes, notamment à l'adresse des ouvriers et paysans sous l'uniforme. Sous peine d'asphyxie par saisie, condamnation et multiplication des amendes, il doit, tant bien que mal, se tenir dans les limites fixées par la loi. Pour diffuser les autres mots d'ordre, donner les explications nécessaires mais interdites parce qu'attentant à la

« sûreté » de l'Etat, les moyens d'expression ne peuvent être qu'illégaux, afin que la police ne puisse pas en trouver immédiatement les responsables ou interdire leur publication : c'est le rôle des tracts, des brochures ou journaux illégaux. Dans les conditions politiques qui sont celles de la Russie tsariste, autant et plus que dans le cadre libéral des démocraties occidentales, il est sot de mettre tous ses œufs dans le même panier. Un journal légal peut être interdit, saisi, poursuivi, condamné. Un militant « légal » est connu de la police qui peut l'arrêter et, sous un prétexte, mettre fin à son activité. Si toute l'organisation était publique et légale, ses militants et ses rouages essentiels seraient connus de la police, ce qui permettrait à l'Etat de lui interdire, du jour au lendemain, toute réaction, voire tout fonctionnement. Il importe donc que le parti ouvrier dispose de militants, de ressources, d'imprimeries, de journaux, de locaux clandestins, inconnus, prêts à assurer la relève du « secteur légal » en période de réaction, et, de toute façon, échappant par leur caractère illégal lui-même à la nécessité de limiter leur action au cadre autorisé. C'est le caractère autocratique de l'Etat russe, c'est la toute-puissance de l'arbitraire policier qui ont contraint les social-démocrates russes à bâtir leur parti à partir d'un secteur clandestin; les « libertés démocratiques » n'y sont pas si anciennes en 1912 qu'elles leur paraissent normales et éternelles, et qu'ils aient oublié à quelles conditions ils ont pu les conquérir et comment ils peuvent les perdre.

L'illégalité n'est pourtant pas une fin en soi. Le vrai problème, c'est, en utilisant au maximum toutes les possibilités, de constituer un parti ouvrier social-démocrate, un détachement d'avant-garde conscient, armé de la connaissances des lois du développement social, faisant progresser dans la classe ouvrière la conscience de classe, l'organisant, la menant au combat, quelles que soient les conditions générales de la lutte. C'est dans cette perspective que les bolcheviks, après la période du boycot, participent systématiquement aux élections, même lorsque le truquage des lois électorales est manifeste. L'objectif n'est pas et ne peut pas être une victoire parlementaire, mais, ainsi, que le prouvent les souvenirs de Badaiev, l'utilisation de la publicité que fournit la tribune parlementaire pour la propagation des idées socialistes et la construction du parti.

Il est traditionnel d'opposer, sous cet angle, au parti social-démocrate bolchevique russe, le parti social-démocrate allemand, accroché à sa légalité, à ses conquêtes remarquables, à ses quarante-trois quotidiens, ses revues, ses écoles, ses universités, ses caisses de solidarité, ses « maisons du peuple », ses députés — et qui en est finalement le prisonnier. Car la peur de la répression qui pourrait remettre en cause ses conquêtes, fait du parti social-

démocrate allemand l'otage volontaire des classes possédantes : il jugule lui-même ses jeunesses et interdit à Karl Liebknecht la propagande antimilitariste « illégale » qui pourrait provoquer la colère de la bourgeoisie et un renouveau de la répression policière, mais dont il est pourtant difficile à un socialiste de nier qu'elle soit indispensable dans l'Allemagne de Guillaume II.

C'est pourtant seulement à travers la crise de 1914 que se révélera au grand jour le gouffre qui sépare les deux organisations dans leurs attitudes vis-à-vis de leurs gouvernements respectifs, en guerre l'un contre l'autre. Avant cette date, Lénine, sur un certain nombre de points précis, se trouve d'accord avec la critique développée par la gauche allemande et notamment par Rosa Luxembourg, mais les divergences entre eux sont suffisamment nombreuses et importantes pour prouver qu'il n'existait pas à cette époque une fraction cohérente de gauche dans la social-démocratie internationale : seule l'analyse historique du passé permet d'opposer, dans l'histoire de la social-démocratie, le courant révolutionnaire de Lénine et Luxembourg au courant réformiste de Bebel et Kautsky. Avant 1914, le parti social-démocrate allemand est, aux yeux de Lénine et des bolcheviks, le type même du parti ouvrier tel qu'ils veulent le construire en Russie, compte tenu des conditions spécifiques. Lénine le répétera à plusieurs reprises, après avoir nettement et catégoriquement démenti l'interprétation inverse de ses intentions : « Où et quand ai-je prétendu avoir créé un courant particulier quelconque de la social-démocratie internationale, distinct du courant de Bebel et de Kautsky? Où et quand se sont manifestées des divergences entre moi, d'une part, Bebel et Kautsky d'autre part? » (4). Le vieux-bolchevik Chliapnikov témoigne que, dans leur propagande auprès des ouvriers, les bolcheviks faisaient des social-démocrates allemands leurs modèles. Piatnitski a décrit ses sentiments admiratifs de bolchevik émigré devant le fonctionnement de l'organisation social-démocrate allemande, et reconnaît avoir été choqué par les critiques formulées en privé devant lui contre tel ou tel aspect de sa politique. La rancœur des bolcheviks sera d'autant plus vive après août 1914, lorqu'ils devront revenir sur leur appréciation du courant Bebel-Kautsky et admettre que Rosa Luxembourg, en qui Lénine verra alors la « représentante du marxisme le plus authentique », avait eu raison contre eux sur ce point. Encore Lénine doutera-t-il même de l'authenticité du numéro de *Vorwärts*, qui publie la déclaration de la fraction social-démocrate du Reichstag votant les crédits de guerre, et envisagera l'hypothèse d'un faux fabriqué par l'état-major allemand...

En avril 1917, à la conférence du parti bolchevique, après son retour, Lénine sera seul à voter pour sa proposi-

tion d'abandonner le terme de « social-démocrate » dans le titre du parti : preuve, bien sûr, qu'il ne craignait pas d'être isolé dans sa propre organisation, mais aussi qu'il n'avait pas, avant 1914, préparé ni voulu de rupture avec la IIe Internationale et ses grands partis. Preuve aussi que, trois années après août 1914, il se trouvait, sur cette question, très en avant par rapport à ses propres camarades.

Un parti non monolithique.

De la même façon, quelles qu'aient été les responsabilités de Lénine et de sa fraction dans la scission de 1903, nous avons vu qu'ils ne l'avaient ni voulue, ni préparée, ni prévue, qu'elle les avait pris au dépourvu et que, sans transiger sur leurs principes, ils n'en ont pas moins travaillé ensuite à une réunification dont ils espéraient, bien sûr, qu'elle se ferait sous leur drapeau, mais dont il est incontestable qu'elle ne pouvait donner naissance qu'à un parti politiquement moins homogène et plus large que ne l'a été, pendant toutes ces années, la fraction dure des bolcheviks.

Dès 1894, polémiquant contre le populiste Mikhailovski, Lénine affirmait : « Il est parfaitement exact qu'il n'y a pas unanimité complète chez les marxistes. [...] Cette absence d'unanimité ne révèle pas la faiblesse, mais la force des social-démocrates russes. [...] L'unanimité des gens qui se satisfaisaient de l'acceptation unanime de « vérités rassurantes », cette tendre et touchante unanimité a été remplacée par des désaccords entre gens qui veulent une explication de l'organisation économique *réelle*, de l'organisation économique *présente* de la Russie, [...] une explication de sa *réelle* évolution économique, de son évolution politique et de celle de ses autres superstructures » (5). Sa volonté de réunification à la veille de 1905 s'explique autant par la confiance dans ses propres idées que par la conviction que les conflits inévitables entre social-démocrates peuvent se régler à l'intérieur d'un parti qui est leur maison à tous : « Les divergences d'opinion à l'intérieur des partis politiques ou entre eux », écrit-il en juillet 1905, « sont ordinairement réglées, non seulement par les polémiques, mais aussi par le développement de la vie politique elle-même. Particulièrement, les divergences sur la tactique d'un parti sont souvent liquidées par le passage *de facto* de ceux qui ont des vues erronées sur une ligne correcte, parce que le cours même des événements [...] prive ces vues erronées de leur contenu et de leur intérêt » (6).

A cet égard, il manifeste une grande confiance quant à l'évolution ultérieure des mencheviks, écrivant à la fin de 1906 : « Les camarades mencheviques passeront par le pur-

gatoire des blocs avec les opportunistes bourgeois et reviendront à la social-démocratie révolutionnaire » (7). Pour Kroupskaia, en 1910, « Vladimir Illitch ne doutait pas qu'à l'intérieur du parti, les bolcheviks n'obtinssent la majorité et que le parti ne s'orientât, en fin de compte, dans la voie tracée par les bolcheviks, mais il fallait qu'il en fût ainsi pour le parti tout entier et non seulement pour sa fraction » (8). En 1912, c'est seulement sur les adversaires du travail illégal, les liquidateurs, que la conférence de Prague lancera l'anathème. La collaboration avec les « mencheviks du parti » s'explique ainsi, non par une manœuvre tactique, mais par la conviction, exprimée dès décembre 1906, que « jusqu'à la révolution sociale, la social-démocratie présentera inévitablement une aile opportuniste et une aile révolutionnaire » (9). C'est la position que défend Inès Armand, à Bruxelles : exception faite des liquidateurs, tout social-démocrate a sa place dans le parti où, en Russie comme en Occident, révolutionnaires et réformistes doivent normalement cohabiter, car seule la révolution tranchera en dernier ressort entre eux, en tant qu'expression ultime du « développement de la vie politique ».

Le régime du parti.

Depuis l'époque de Staline, la plupart des historiens et des commentateurs mettent l'accent sur le régime autoritaire fortement centralisé du parti bolchevique, et finissent par y voir la clé de l'évolution de la Russie pendant plus de trente années. En ce qui concerne le caractère fortement centralisé du parti, ils ne manquent pas de citations pour étayer leurs thèses. En réalité, les citations en sens contraire sont également fort nombreuses : on peut faire dire beaucoup de choses à Lénine, comme à bien d'autres, avec des phrases coupées de leur contexte. La vérité est que le souci premier de Lénine fut la construction d'un parti d'action, et que, dans cette perspective, sa construction, sa nature, son développement et son régime même ne pouvaient être conçus indépendamment des conditions politiques générales, du degré des libertés publiques, du rapport de forces entre la classe ouvrière, l'Etat et les classes possédantes.

Entre 1904 et 1905, dans sa polémique contre les mencheviks, alors que tous les socialistes sont clandestins, Lénine écrit : « Nous aussi, nous sommes pour la démocratie, quand elle est vraiment possible. Aujourd'hui, ce serait une plaisanterie, et cela, nous ne le voulons pas, car nous voulons un parti sérieux, capable de vaincre le tsarisme et la bourgeoisie. Réduits à l'action clandestine,

nous ne pouvons pas réaliser la démocratie formelle dans le parti. [...] Tous les ouvriers conscients qui ont compris la nécessité de renverser l'autocratie et de combattre la bourgeoisie savent que, pour vaincre le tsarisme, il nous faut en ce moment un parti clandestin, centralisé, révolutionnaire, coulé d'un seul bloc. Sous l'autocratie, avec ses répressions féroces, adopter le régime des élections, la démocratie, c'est tout bonnement aider le tsarisme à détruire notre organisation » (10). Et, dans *La belle cage ne nourrit pas l'oiseau*, il précise : « L'ouvrier sérieux comprend que la démocratie n'est pas une fin en soi, mais un moyen pour la libération de la classe ouvrière. Nous donnons au parti la structure qui répond le mieux aux besoins de notre lutte en ce moment. Ce qu'il nous faut aujourd'hui, c'est une hiérarchie et un centralisme rigoureux » (11). Au III[e] Congrès, alors que le mouvement révolutionnaire s'amplifie tous les jours, il affirme : « Dans des conditions de liberté politique, notre parti peut être et sera complètement bâti sur le principe de l'élection. [...] Même sous l'absolutisme, on aurait pu appliquer beaucoup plus largement le principe d'élections » (12). La conférence de Tammerfors décide d'appliquer intégralement à l'organisation du parti les principes du « centralisme démocratique », et « le principe de l'éligibilité la plus large, avec attribution aux organismes élus des pleins pouvoirs pour la direction idéologique et pratique, et le principe de la destitution de ces organismes et de l'obligation de publier largement et de rendre compte rigoureusement de leur activité ». Dans sa préface à *Douze ans*, Lénine, polémiquant à propos de *Que faire?*, rappellera : « Le parti, malgré la scission, a utilisé la lueur momentanée de liberté pour introduire une structure démocratique pour son organisation publique avec un système électif et une représentation au congrès conforme au nombre de militants organisés » (13).

Pour les bolcheviks, le « régime » interne reflète dans le parti les conditions générales de la lutte des classes. Il est pourtant, à son tour, un facteur autonome. Lénine l'éprouve, dans sa propre fraction, lorsqu'il se heurte aux *komitetchiki*, dont Kroupskaia témoigne qu'ils n'admettent aucune démocratie interne et se refusent à toute innovation, faute de pouvoir s'adapter à des conditions nouvelles : hostiles à l'admission dans les comités d'ouvriers qu'ils jugent incapables d'y travailler, ils prétendent contrôler dans le détail toute activité, maintenir centralisation et hiérarchie rigides. Lénine leur rappelle que « le parti n'existe pas pour le comité, mais le comité pour le parti ». « Je pense souvent que les neuf dixièmes des bolcheviks sont vraiment formalistes. [...] Il faut recruter parmi les jeunes avec plus de largeur de vues, et encore plus courageusement, sans les craindre, oublier toutes les pratiques encombrantes,